

LES DENTS LONGUES DE BUEHRLE

C'est chose faite : le Conseil fédéral décide d'appuyer le Département Militaire Fédéral (DMF) et tout le lobby militaro-industriel pour l'achat de 420 chars de combat "Léopard", de fabrication allemande. Montant de la facture : près de 4 milliards — l'équivalent de 100 000 salaires annuels.

En mai dernier pourtant, selon une révélation de la *Weltwoche*, le colonel divisionnaire Häsler, sous-chef de la planification du DMF, avait critiqué ce projet, soulignant que la boulimie militariste (achats de camions, de fusils d'assaut, de chars, de nouveaux avions, etc.) menace les réserves — déjà énormes — consacrées à l'armement. La *Neue Zürcher Zeitung*, journal des financiers et radicaux zurichois, disait à son tour que, dans cette affaire, la capacité de combat ou le plein emploi n'entrent plus en ligne de compte : "ce qui compte aujourd'hui, ce sont les millions et les milliards" (NZZ, 17 juin 1983). En un mot, les juteux profits des commandes d'armement.

Comme il l'a toujours fait, le Conseil fédéral a donné son aval. Bührle-Contraves devrait décrocher ce gigantesque marché, après avoir déjà empoché des millions du "programme de relance". Ce qui ne l'a pas empêché de licencier à Genève ! Mais les constructeurs américains, qui défendent le char Abrams contre le Léopard allemand, tentent encore d'enlever le morceau. En offrant à la Suisse une coproduction des chars Abrams, y compris pour ceux des USA. Et — tenez-vous bien — en allant chercher des supporters dans la région horlogère, en disant que le contrat passé avec Bührle ne fournira du travail que dans la région zurichoise. L'inévitable Genevière Aubry se fait soudain porte-parole de l'offre américaine.

Ces marchandages rappellent tous les scandales passés des grandes commandes d'armements helvétiques. Dans les années cinquante, l'achat d'avions de combat à l'étranger avait révélé que plusieurs hauts officiers avaient touché des commissions de l'ordre d'un demi-million de francs pour influencer la décision. Combien sont en jeu aujourd'hui ?

On ne le saura peut-être jamais. Mais ce que tout travailleur doit savoir, c'est que le Conseil fédéral débourse 4 milliards pour des chars alors que 5 milliards ont été rognés sur l'AVS et l'assurance maladie. Que le programme d'armement engouffre chaque année 2 milliards, qui suffiraient pour baisser de 10 o/o les primes d'assurance maladie, pour financer la retraite à 60 ans et pour accorder les 40 heures au personnel fédéral, en créant du coup 10 000 nouveaux emplois. De plus, l'achat de 420 nouveaux chars est présenté comme une "priorité" alors que la Suisse compte trois fois plus de chars par habitant que les USA, cinq fois plus que la France !

Il faut dire catégoriquement non à cette surenchère militariste. Ce sera le thème central de notre candidature aux élections nationales : "L'AVS et des emplois, pas des chars !"

La Brèche

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

POLOGNE :

LE DÉFI DE



SOLIDARNOŚĆ

AMÉRIQUE CENTRALE :

À QUAND LES GI'S ?

CONVENTION COLLECTIVE
DE LA MÉTALLURGIE :

PREMIER BILAN

10 septembre, Zurich :

MANIFESTATION CONTRE LES DICTATURES TURQUE ET CHILIENNE

A l'initiative du PSO, une manifestation commune Chili/Turquie se déroulera le samedi 10 septembre à Zurich (14h.30, Münsterhofplatz). L'appel à la manifestation indique :

"Les 11 et 12 septembre, nous commémorons deux anniversaires douloureux : 10 ans de dictature sous Pinochet et 3 ans de régime militaire en Turquie.

Ces régimes au service de l'impérialisme américain n'ont apporté aux peuples que misère économique, répression et terreur. Tous les droits démocratiques ont été abolis. La classe ouvrière et les paysans pauvres y sont spécialement visés. Leurs syndicats sont interdits, leurs adhérents sont soumis aux pires persécutions et menacés de mort.

La Suisse officielle couvre comme toujours, aux côtés de l'impérialisme américain, ce genre de régimes et favorise des affaires à gros profits au bénéfice des capitalistes suisses. En plus d'une politique discriminatoire envers les immigrés, elle mène une politique de droit d'asile scandaleuse et restrictive, qui touche en particulier les réfugiés chiliens, turcs et kurdes et rappelle les mesures prises contre les Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale.

En cette année, l'actualité de ces anniversaires est importante. Malgré la répression, la résistance au Chili, en Turquie et au Kurdistan reste vivante et a besoin de notre soutien. Au Chili, l'opposition sous la direction des syndicats se mobilise fortement pour renverser Pinochet. En Turquie, il s'agit momentanément de dénoncer et d'arrêter avant tout la répression sauvage contre les Kurdes, les Turcs et toute la gauche.

La solidarité internationale est indivisible. C'est pourquoi nous appelons à commémorer ces deux anniversaires unitairement par une puissante manifestation : contre la barbarie de l'impérialisme agissant dans le monde entier et pour les peuples opprimés en lutte au Chili, en Turquie et au Kurdistan !"

TOUS ET TOUTES A ZURICH LE 10 SEPTEMBRE !

Appellent à manifester :

BIRKOM (Devrimci İşçi, Serxvabün, Birlik Yolu, SVP, İşçinin Sesi) — Gedik IYe Internationale — Dengê Komal — Kawa — Zeitung Gerçek — Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) Chile — Partido Socialista de Chile — Partido Comunista de Chile — Mapu Obrero Campesino — Partido Radical — Izquierda Cristiana — Partido Socialista 24 Congreso — CNR Partido Socialista — Lateinamerika-Komitee Bern — Front zur Unterstützung des Volkswiderstandes in Chile und Lateinamerika (FARP) — Nationale Koordination der Nicaragua / El Salvador-Komitees — UGT Suiza — PSO/SAP/PSL (IYe Internationale) — Autonome Basel — Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR Suisse) — Verein Internationale Solidarität Zürich — Antiimperialistische Gruppe Zürich und Basel — PCE Suiza — Arbeitsgemeinschaft für türkische und kurdische Flüchtlinge Zürich — Solidaritätskomitee für das bolivianische Volk Zürich — Comité pour les droits démocratiques en Turquie Lausanne — PSOE Suiza — Centre d'information et de solidarité Paraguay Bienne — Guatemala-Komitee Zürich — POCH — Unterstützungskomitee für die "Madres de Plaza de Mayo" Zürich — Paraguay-Komitee Zürich — Parti du travail (PdT) — Jeunesse ouvrière chrétienne espagnole (JOCE).

Les organisations ci-dessus soutiennent aussi la manifestation de solidarité avec le peuple chilien organisée le samedi 17 septembre à Genève (rue du Mont-Blanc, sortie de la Gare) par l'ASRC (Association de soutien à la résistance chilienne Salvador Allende).

Rappel :

Changements d'adresse

La rédaction de *La Brèche* et la section vaudoise du PSO ont déménagé. Voici leur nouvelle adresse :

LA BRÈCHE

Rédaction : rue Chaucrau 3
1003 Lausanne
tél. 021 / 20 98 49
Administration : case postale 858
1211 Genève 3

PARTI SOCIALISTE OUVRIER (PSO), section vaudoise

rue Chaucrau 3
1003 Lausanne
tél. 021 / 23 05 91

Métallurgie lausannoise :

Plus de 500 travailleurs pour les 40 heures sans diminution de salaire

En juin passé, à l'appel de la FTMH plus de 500 travailleurs occupés dans les entreprises soumises à la Convention collective de la région lausannoise ont signé la pétition suivante : "Les travailleurs soussignés exigent la semaine de 40 heures — sans diminution de salaire — et soutiendront toute action que les syndicats feront pour obtenir cette revendication prioritaire". Le tract qui avait été distribué dans les mêmes entreprises avant la récolte des signatures liait clairement la pétition aux négociations pour le renouvellement de la convention collective en montrant que la pétition était un appui concret à la délégation des travailleurs. Un fait est à signaler : la distribution du tract et la récolte des signatures ont eu lieu presque partout à l'intérieur des entreprises.

Ce qui a été fait dans la région lausannoise est un bon exemple de ce qui aurait pu être fait au niveau national pour créer un meilleur rapport de forces face au patronat.

correspondant

Genève :

LETTRÉ OUVERTE AU CONSEIL D'ÉTAT

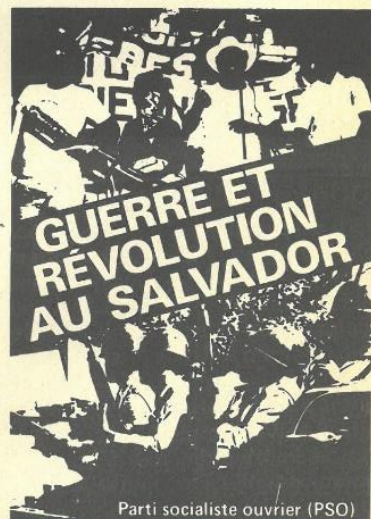
L'évasion de Licio Gelli de la prison de Champ-Dollon jette une lumière crue sur le système pénitentiaire genevois. Alors qu'on a déjà dénombré plusieurs morts dans cette prison — en majorité des petits délinquants — un criminel de l'envergure de Gelli, lié au terrorisme noir, aux scandales financiers et aux plus sombres manœuvres politiques, s'évade avec la complicité d'un gardien dans des circonstances encore non éclaircies. Devant de tels faits, le gouvernement porte la responsabilité de faire toute la lumière sur cette affaire. S'il devait s'y soustraire, il ne ferait que confirmer l'opinion, déjà répandue, que Champ-Dollon garde le menu fretin et laisse filer les gros poissons.

C'est pourquoi, l'annonce d'une enquête administrative faite par M. le Conseiller d'Etat Fontanet ne peut nous satisfaire. Les autorités suisses avaient été averties qu'une évasion était en préparation. S'il s'était agi d'un terroriste — or M. Gelli est lié au terrorisme noir ! — il aurait été placé en quartier de haute sécurité, soumis à des contrôles multiples, ainsi que toutes ses relations. De telles mesures n'ont, à l'évidence, pas été prises. Elles étaient du ressort de la Direction du pénitencier et du Département de Justice et Police. Sans parler des incroyables négligences le jour même de l'évasion.

Dans de telles circonstances, il n'est pas admissible de confier à l'administration qui a commis de telles négligences la responsabilité d'une enquête administrative interne sur les circonstances qui ont permis cette évasion.

Le Parti socialiste ouvrier vous demande qu'une enquête publique et indépendante soit immédiatement ouverte et que les responsables du service pénitentiaire et du Département, en particulier le Directeur de Champ-Dollon M. Hentsch, soient immédiatement suspendus de leurs fonctions jusqu'à établissement des faits.

Parti socialiste ouvrier, Genève



Parti socialiste ouvrier (PSO)

Prix : Fr. 6.—. Commande : Veritas Verlag, c.p. 355, 8031 Zurich, ou auprès des sections du PSO.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Les dents longues de Bührle 1

POLITIQUE

Le sabre, le safe et le goupillon 3

L'évasion de Gelli : Loge P2 sur Léman 3

Nouvelle initiative de l'Action nationale : 5

Attention : danger ! 5

Quand le socialiste Félicien Morel applaudit les Etats-Unis : Félicien de garde 5

Débat POCH-PSO (2) 8

SOCIAL

Après l'occupation d'une entreprise des arts graphiques à Genève : 4

"Le licenciement, c'est un sacré bouleversement dans la vie d'une personne" 4

Emploi : Nouvel attentat patronal 4

DOSSIER

Convention collective de la métallurgie : 6

Réalisme syndical ou compromis pourri ? 6

Entretien avec A. Tarabusi, vice-président de la FTMH 6

Entretien avec deux délégués FTMH 7

Notre commentaire : 7

La Paix du travail à tout prix 7

INTERNATIONAL

SRI-LANKA : Contre la terreur blanche 9

TCHAD : Les paras de la liberté ? 9

POLOGNE, 31 août 1980 / 31 août 1983 : 10

"Appliquez les accords de Gdansk !" 10

TCHÉCOSLOVAQUIE : 10

Pour la libération immédiate de Petr Uhl 10

Du Printemps de Prague à Solidarnosc 10

A LIRE...

Le "Karl Marx" de Franz Mehring : 11

Le souffle de l'histoire 11

L'ÉVÈNEMENT

AMÉRIQUE CENTRALE : 12

Reagan prépare une guerre ouverte 12

Solidarité : une réussite financière éclatante 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.—

une année, env. fermée . . . 55.—

une année, étranger (Europe) . 80.—

abonnement de soutien . . . 100.—

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

Avec 35 ans de retard, le ministère américain de la justice vient de reconnaître que les USA et la CIA avaient, entre 1947 et 1951, soustrait à la justice le chef de la Gestapo de Lyon, Klaus Barbie. Reconnaissance timide, justifiée par l'argument que "les Américains redoutaient plus l'expansion du communisme que le retour du nazisme" dans l'après-guerre. Mais reconnaissance tout de même, qui confirme combien les criminels nazis ont joui de l'appui des puissances impérialistes, de leurs services secrets, pour échapper à la justice. De l'appui du Vatican également où, selon une étude sérieuse parue dans Le Monde Diplomatique (juillet et août 1983), plusieurs Monseigneurs et autres saints hommes ont organisé la "route des monastères" pour drainer les plus célèbres criminels nazis d'Europe vers l'Amérique latine. L'ambassadeur US à Rome l'avait signalé à son gouvernement en mai 1947, rapportant que ces bons pasteurs utilisaient la Croix-Rouge pour évacuer leurs protégés. L'idée fut justement reprise par la CIA pour faire disparaître Barbie recherché par la France...

Le sabre, le safe et le goupillon

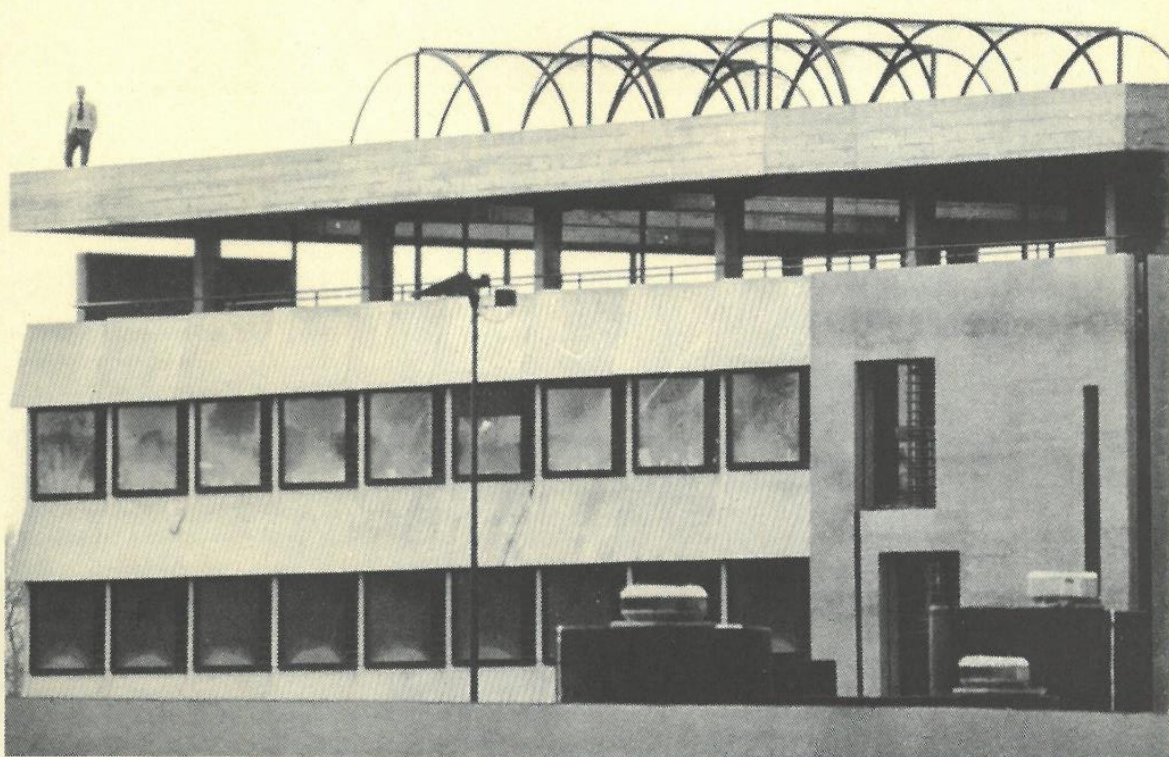
Licio Gelli vient de la même souche. "Un enfant de Salo", titre si bien le Canard Enchaîné, qui rappelle son grade d'officier de renseignement de la garde nationale de la dernière république de Mussolini. Emigré en Argentine en 1948, il y rencontre un ancien ministre de l'Intérieur de Mussolini qui lui livre des documents des services secrets de l'Italie fasciste. C'est avec ce beau matériel que Gelli a commencé sa carrière de maître chanteur sur une série de personnalités politiques italiennes ! Avec, une fois encore, l'aide du Saint-Siège. Parmi les membres de la Loge P2 figure Michele Sindona, lié à la mafia et son trafic de drogue, devenu, comme il s'appelle lui-même "banquier de Dieu", c'est-à-dire gérant des fonds de l'Institut des Oeuvres Religieuses qu'il a transformé en véritable banque aux affaires fabuleuses. Parmi elles, celles du Banco Ambrosiano, qui a nourri les achats d'armes de dictateurs latino-américains, dont les missiles Exocet français de l'Argentine. Gelli n'était pas en reste. Ami de dictateurs argentins, il en retira de juteuses affaires et la Loge P2 est solidement installée dans le sud de l'Amérique latine.

Les opérations frauduleuses de Sindona et la chute du Banco Ambrosiano n'ont soulevé qu'une petite partie du voile. Entre autres, le scandale de la Loge P2, regroupant un millier de personnalités politiques et financières d'Italie et d'ailleurs qui manoeuvrent dans le chantage politique, le terrorisme noir et les opérations frauduleuses. Gelli en conserve toutes les ficelles. Le banquier déchu du Banco Ambrosiano, Calvi, retrouvé mort à Londres, en était membre. Sa femme prétend aujourd'hui que ceux qui ont tué Calvi — qui avait passé par Genève peu avant — auraient aujourd'hui organisé la fuite du "vénérable maître".

On attend toujours de savoir quels liens les banques suisses entretiennent exactement avec tout ce gratin de la haute criminalité. En particulier l'Union de Banques Suisses où Gelli avait en dépôt des millions "hérités" de Calvi.

Il n'y a vraiment que M. Fontanet pour dire que Gelli était "un détenu comme les autres" !

Michel Thévenaz



Champ-Dollon : un abattoir pour les taulards et une passoire pour les richards ?

L'évasion de Gelli :

LOGE P2 SUR LÉMAN

Pris à partie par le Parti socialiste genevois et le PSO (voir notre lettre en page 2), Guy Fontanet, chef du Département de Justice et Police de Genève, s'est expliqué sur l'évasion de Licio Gelli, chef d'orchestre de la Loge P2. Il en a à la fois trop dit et pas assez.

Les millions de Gelli (dont une centaine dans les banques suisses), son art consommé de tirer les ficelles et la complicité de son gardien suffisent-ils à expliquer sa fuite de Champ-Dollon ? Plus les jours passent, moins cette explication — qui arrangerait bien du monde — résiste. Fontanet lui-même a dû admettre que, dans cette affaire, "la réalité dépasse la fiction".

Un détenu comme les autres...

Il n'en soutient pas moins que Gelli, sur qui pèsent les plus graves accusations de banqueroute frauduleuse, de manoeuvres politiques et de meurtres liés au terrorisme noir, était "un détenu comme les autres" ! Formellement, c'est exact : Gelli n'était sous les verrous qu'en attendant le jugement d'extradition — prononcé depuis. Mais il n'a dû ce statut qu'à l'incroyable laxisme des lois suisses au chapitre de la criminalité financière. Secret bancaire oblige !

Gelli disposait et dispose toujours d'appuis importants à Genève. Sans eux, son évasion n'aurait pas été possible. Le gardien complice, Ceresa, a, par exemple, avoué que Gelli, à qui il avait refusé de donner son nom, a pu lui dire deux jours plus tard qui il était, les noms de ses enfants, connaissant tout de sa situation familiale ! Mais à aucun moment de ses 11 mois de détention la justice suisse ne s'est intéressée au "milieu" de la Loge P2 à Genève. On n'avait pas arrêté Gelli pour cela !

Et pour cause. Plus d'une personnalité de la finance suisse et genevoise aurait pu être mise en cause. Comme les frères Hans et

Albert Kunz, domiciliés à Zurich et Vésenaz, fort bien introduits dans les milieux financiers et politiques suisses, qui ont rencontré le banquier Calvi à la veille de son départ pour Londres, où il a été retrouvé pendu. Ou encore la direction de l'Union de Banques Suisses, auprès de laquelle une centaine de millions de Calvi ont été déposés et que Gelli venait rechercher lorsqu'il a été arrêté. Et aussi le banquier italien Umberto Ortolani, membre de la Loge P2, domicilié dans le beau quartier de Champel à Genève.

L'avocat de Gelli, Me Dominique Poncet, l'un des hommes forts du barreau genevois lié aux avocats d'affaires italiens, ne devait pas non plus être un inconnu pour le maître de la Loge P2. Il a en effet déjà défendu le banquier Sindona, ami de Gelli, qui a trempé dans une série de scandales financiers, des USA au Vatican.

Un gardien pas comme les autres

Il est dès lors facile, trop facile, aux autorités genevoises — qui viennent de confirmer leur attachement au secret bancaire — de présenter Gelli comme un simple prévenu en instance d'extradition... D'autant plus que les autorités italiennes les avaient averties qu'une tentative d'évasion se préparait.

Mais ici, tout se complique et il y a bien des raisons de penser que l'enquête administrative ordonnée par Fontanet sur les éventuelles "erreurs ou négligences" commises par la direction de la prison ou les services du Département de Justice et Police ne lèveront que partiellement le voile.

* M. Fontanet affirme qu'il n'a pas eu connaissance de l'avertisse-

ment des autorités italiennes ! Qu'ont fait le chef de la police (qui l'aurait reçu) et la direction de la prison (qui a fait renforcer les rondes) pour taire une information aussi importante ?

* Le gardien a été mis sur écoute, mais "rien de concret" n'en est sorti. On savait pourtant qu'il voyait Mme Gelli lors de ses passages à Genève et qu'il se "sentait écouté". Ni Fontanet, ni la direction de la prison (qui en ont pourtant discuté, selon Fontanet) n'ont jugé nécessaire de muter le gardien ni même de le doubler.

* Enfin, le jour de l'évasion, Ceresa et Gelli ont manifestement pu opérer "sans être dérangés", alors que plusieurs indices graves annonçaient l'évasion. On a même laissé partir les gardiens — et Ceresa avec Gelli dans sa voiture ! — alors qu'une précédente évasion avait eu lieu avec une voiture de la prison et que l'alerte était donnée.

A toutes ces questions, Fontanet a répondu, dans sa conférence de presse, que les critiques de la gauche étaient "de basses attaques" ! Non seulement Gelli serait un détenu comme un autre, mais son évasion s'expliquerait parce que Ceresa était "un gardien pas comme les autres"...

Champ-Dollon, prison modèle

Créée en 1977, la nouvelle prison de Champ-Dollon compte déjà plusieurs morts. De petits délinquants, placés en cellule forte, soumis aux brimades incessantes. Pour ceux-là, la loi est dure. Gelli, lui, avait toutes les facilités. Il avait même "embauché" un détenu comme secrétaire personnel ! Tout cela, parce que, selon les lois suisses, rien ne pouvait lui être reproché...

Deux poids, deux mesures. Champ-Dollon, "prison modèle", est décidément bien à l'image de cette société et de sa justice !

M. Thévenaz, 22 août 1983

Après l'occupation d'une entreprise des arts graphiques à Genève :

"Le licenciement, c'est un sacré bouleversement dans la vie d'une personne"

"Je ne discute plus avec vous, voyez mon avocat !" C'est par ces mots que J.L. Jaunin, PDG de l'imprimerie Richter, spécialisée dans la photoreproduction, signifiait, le 29 juillet dernier, la fermeture de la boîte à ses employés. Arrogance d'un patron qui, après avoir introduit le chômage partiel quinze jours auparavant, décide de déposer le bilan pour investir son argent ailleurs ! Incertitude et crainte pour les travailleurs qui, comme cet ouvrier qui travaille depuis trente ans dans la boîte, vont se retrouver durant de longs mois au chômage et connaîtront la déqualification professionnelle, la réembauche en dessous des conditions conventionnelles... Mais les quinze travailleurs ne se résignent pas de sitôt. Ils occupent l'entreprise dès le 1er août. Il aura fallu dix-huit jours d'occupation et un préavis de grève de la part du syndicat (l'USL, Union suisse des lithographes) pour que le chef du Département de l'Economie publique accepte un entretien avec une délégation syndicale — Monsieur Borner n'a pas voulu recevoir les travailleurs ! — et promette de tout faire pour trouver un acheteur...

La Brèche a tenu à faire un premier bilan de cette lutte avec Nadia, ouvrière de Richter et membre du Syndicat du livre et du papier (SLP).

La Brèche : Peux-tu résumer les principaux événements qui ont conduit à l'occupation de Richter ? Nadia : Le licenciement a été annoncé en l'espace de deux jours. Le 27 juillet le patron a fait savoir qu'il avait des difficultés. Deux jours

à Genève pour une boîte de ce type. Mais dans le monde où nous vivons il aurait fallu peut-être supprimer certains acquis pour la rendre concurrentielle... je ne sais pas, c'est une question qui mérite discussion dans le syndicat. Tu sais,

entrevue avec Borner. C'est là que ça devient grave car tu te rends compte que c'est le central qui est pris seul en considération par les autorités et les patrons. Une section locale qui n'est pas appuyée par le central, c'est du folklore... Imagine que le secrétaire central est allé affirmer devant Borner que la section locale n'était pas habilitée à donner l'ordre de grève ! C'est scandaleux qu'un secrétaire central puisse désavouer sa section locale devant les autorités. Il faudrait faire quelque chose ! Et, en plus, ça démoralise tout le monde. Moi, je me demande si la "paix du travail" n'est pas un rempart derrière lequel se cacher pour éviter de réfléchir sur des situations nouvelles et pour refuser de mener une politique plus combative. Tu sais, les patrons, quand ils ferment ils ne se soucient pas de la paix du travail...

L'autre jour je m'imaginais en train de construire un jeu de l'oie à partir de notre lutte. Tu sais ce que je mettrais sur la case "central syndical" ? "Attendez trois jours avant de jouer !" C'est ça la politique du central...

* Et les promesses que vous avez

tout s'effriter. Mais on ne bâche pas pour autant. On va continuer à se réunir deux fois par semaine, on garde notre avocate pour continuer à être représentés collectivement. Cela va nous permettre de faire face ensemble au problème, de se soutenir mutuellement.

* Quel est le bilan que tu fais au delà des résultats immédiats ?

— Ce qui ressort dans ces situations c'est la nécessité d'un travail de fond pour consolider la conscience des gens. Le mot d'ordre ne suffit pas. Il en va de l'avenir des luttes.

* Qu'est-ce que tu entends par là ?

— J'entends que dans un moment de lutte les gens qui ont une conscience de classe claire n'ont pas le temps de discuter et de convaincre les collègues qui commencent à se poser des questions. Tu sais, le licenciement, c'est un sacré bouleversement dans la vie d'une personne. Il faut pouvoir convaincre sur les questions fondamentales à long terme. C'est toujours la même question : est-ce que le syndicat doit se borner aux salaires et aux conditions de travail ? Il faudrait parler et former davantage les gens



* ENTRETIEN AVEC NADIA, OUVRIÈRE ET MILITANTE SYNDICALE CHEZ RICHTER

plus tard il a convoqué le secrétaire syndical pour lui annoncer le dépôt du bilan. Moi je suis rentrée de vacances le 30 au soir. C'était un samedi. Les copains m'attendaient à la gare pour m'annoncer la nouvelle. Tout le monde était survolté. Nous n'avions ni lettre de congé ni garantie de paiement, rien quoi ! Le lundi nous sommes tous retournés à l'atelier. C'était comme si on revenait du week-end de congé. Tout avait l'air normal, les clients continuaient à téléphoner normalement. Sauf qu'on était tous licenciés. On a fait le tour de la situation. Pour nous la boîte devait continuer à vivre. On a fait une conférence de presse, téléphoné à Borner pour que l'Etat intervienne et on a décidé d'occuper...

* Une décision unanime ?

— Unanime ! Occupation jusqu'à ce que la boîte redémarre. Tu sais, sur les buts on n'a jamais eu de désaccords.

* Et pour vous la boîte est toujours viable ?

— J'ai de la peine à en parler. Comme elle était avant... je ne sais pas. Ce qui est certain c'est que les commandes existent, il y a la place

le capitalisme ne laisse pas de place aux petites entreprises, comment dire, plus humaines...

* Quelle a été l'attitude du syndicat à votre égard ?

— L'administrateur des sections romandes de l'USL était au courant des problèmes de la boîte. Il était venu au cours de la dernière semaine de juillet. Mais il est parti... en vacances le jour après les licenciements. C'est pas un peu trop ?... je me demande. Dès le début de l'occupation on a tout de suite établi le contact avec le central (secrétariat de l'USL, réd.) à Berne, mais le secrétaire n'a pu trouver un train pour Genève qu'une semaine plus tard...

C'est autre chose pour la section locale. Les responsables des sections USL et SLP étaient sur place dès le 1er août. Ils venaient à la boîte tous les jours, même plusieurs fois par jour. La section locale s'est mobilisée, elle a fait une assemblée de solidarité, lancé l'ordre de préparation d'une grève de solidarité. Le secrétaire central par contre, tu sais, on a dû le pousser pour qu'il nous obtienne, par l'entremise de l'association patronale, une

obtenues ?

— Il a fallu quinze jours d'occupation pour qu'on nous reçoive. Borner nous a laissés sans nouvelles jusqu'au 15 août. Il nous a reçus alors que la procédure de liquidation avait commencé depuis une semaine. Tu vois, moi, la volonté de médiation de l'Etat, je me permets d'en douter, ainsi que du désir de Borner de sauver le secondaire genevois... Et nous, on ne peut pas dire qu'on ait trop demandé. On a tout fait dans les règles, très gentils ; à mon avis un peu trop...

* Mais alors pourquoi mettre fin à l'occupation ?

— On avait l'impression qu'on ne pouvait atteindre un palier supérieur. On a été jusqu'aux associations patronales, jusqu'à Borner. On ne pouvait faire plus. Et le temps travaillait pour eux. Quand tu es dans la lutte, 24 heures ça veut dire beaucoup, les clients récupèrent leurs commandes, la fatigue augmente... Alors tu vois quand on te dit "dans quelques semaines", c'est beaucoup ! C'est décourageant, nous on a besoin de solutions immédiates... On a préféré arrêter tous ensemble plutôt que laisser

sur la condition ouvrière. Pendant l'occupation les gens disaient "on n'est rien". C'est vrai, devant les mass media, l'Etat, les patrons, on n'est rien. Le syndicat devrait contribuer à développer une conscience de classe, une identité ouvrière. Et en tant que femme tu en ressens encore plus le besoin car pour faire du syndicalisme tu dois franchir encore plus de barrières. C'est le défaut que je vois depuis longtemps dans le syndicat.

Mais il n'y a pas que des défauts. Cette occupation est une expérience qu'on ne fait pas souvent ces temps-ci. Tant de gens différents, d'âge différent, avec d'autres intérêts, on se retrouve ensemble devant le même problème, on réfléchit, on discute, c'est ça aussi créer le sentiment d'appartenir à la même classe. C'est vraiment enrichissant. D'autant plus qu'avant la lutte je faisais sourire les collègues. On me prenait pour une douce idéaliste, un peu naïve, avec mes discours et mes espoirs... Et puis, d'un coup, c'est le licenciement, c'est plus comme "avant". Les gens t'écoutent, c'est aussi leur problème, tu es prise au sérieux, reconnue...

NOUVEL ATTENTAT PATRONAL

Tornos-Bechler, fabrique de tours à Moutier, vient d'annoncer brutalement le licenciement de 500 travailleurs. Devant l'ampleur du choc ainsi créé dans la région, la presse minimise l'affaire, sur le ton du célèbre "Ah là, là, c'est bien triste, mais il faut s'y faire". Pour le Journal du Jura (19 août 1983), "La décision qui vient d'être prise par Tornos-Bechler n'est pas véritablement une surprise", ajoutant plus loin : "Peut-on dire qu'on ne s'attendait pas à cette nouvelle douloureuse ?"

Dans cette ambiance de veillée funèbre, il devient alors tout à fait malséant de demander si la sauvegarde des profits de Tornos-Bechler passe nécessairement avant les intérêts des travailleurs et de la région. D'autant que, comme l'indique le tract du PSO distribué à cette occasion — et qui appelle à une première réunion de soutien — la direction pratique une politique aussi brutale que secrète :

Les travailleurs sont laissés dans l'ignorance de la réalité de l'entreprise. Quel est le chiffre d'affaires ? Qui est actionnaire ? Quels bénéfices ont été distribués ces dernières années ? C'est le mutisme complet. Que cache-t-on ? Devrait-on ainsi faire confiance à une direction qui camoufle les données du problème, qui dit avoir toujours décidé de sa politique dans l'intérêt de tous pour licencier ensuite massivement ?

"Aucun licenciement n'est décidé, ni envisagé", déclarait M. Christe à la TLM le 19 mai 1983. Et aujourd'hui, trois mois après on liquide le tiers de la production. C'est se moquer du monde !

Il faut exiger qu'une délégation de travailleurs ait accès aux livres de comptes du groupe ; que le nom des actionnaires, les bilans soient publiés. (...)

Exiger des informations, c'est une chose qui peut s'obtenir si les travailleurs s'organisent, se réunissent en assemblée générale, élisent une délégation les représentant tous, syndiqués, non syndiqués, hommes, femmes, suisses et immigrés. Cette organisation pour le droit à l'information doit également permettre d'aller plus loin et de proposer des solutions qui défendent les intérêts des travailleurs et de la région :

— Il faut refuser les licenciements. Un plan social n'aurait aujourd'hui rien de social. Quelle entreprise embauche dans la région ? Où pourrait-on se reclasser ? Proposer un plan social, c'est vouloir éteindre un incendie de forêt avec un arrosoir.

— Le groupe doit, parallèlement à une diversification, assurer le recyclage des travailleurs dans ses locaux.

— Mise en pré-retraite à la carte dès 58 ans et retraite complète dès 60 ans.

— Diminution du temps de travail à 40 heures, partage du travail entre tous.

Ces mesures doivent être payées en premier lieu par ceux qui ont encaissé des millions de bénéfices, en deuxième lieu par la collectivité. Ces mesures coûteraient moins cher à la région que le démontage de l'outil de travail, la charge du chômage, le dépeuplement de nos vallées.

PSO, Bienne

Nouvelle initiative de l'Action nationale :

ATTENTION: DANGER!

Les mass media ont parfois accueilli la nouvelle initiative de l'Action nationale (AN) comme une simple opération pré-électorale. En réalité c'est bien plus grave : en lançant cette initiative aujourd'hui, l'extrême-droite suisse réussit à introduire le thème hypersensible de la "surpopulation étrangère" dans la campagne des élections nationales de cet automne. Dans les circonstances actuelles d'austérité, de menaces sur l'emploi et d'absence de riposte efficace du mouvement ouvrier, cela ne peut qu'accentuer les divisions au sein de la classe ouvrière. De plus c'est une initiative qui a de sérieuses chances de l'emporter en votation.

Le texte prouve en effet que cette fois-ci l'AN joue vraiment pour gagner.

Les trois raisons de nos craintes

1) L'initiative est d'une apparence modérée. Elle ne contient quasiment aucune attaque frontale contre les étrangers et ses conséquences économiques ne sont apparemment pas impossibles à digérer par le capitalisme suisse. Dès lors la bourgeoisie aura bien de la peine à dépeindre cette initiative comme une opération déraisonnable.

2) L'accent mis par l'AN sur une argumentation "écologique" n'est

pas seulement une concession à une mode. C'est aussi une manière habile de donner bonne conscience aux xénophobes : l'AN n'affirme plus que les étrangers menaceraient la Suisse. Le danger proviendrait plus généralement d'un nombre excessif d'habitants et il ne toucherait non pas les Suisses mais les ressources précieuses et restreintes de ce beau pays. Evidemment, puisqu'il faut réduire ce nombre, on ne va tout de même pas expulser d'abord les Suisses... ! — Valentin Oehen tient ce raisonnement fou depuis des années. Son aberration est facile à démontrer mais dans les circonstances actuelles il portera : il embellit les motifs de la xénophobie et il fait appel à une

dimension, très contestable mais très populaire, de la propagande écologiste : la référence systématique au "territoire", qui conduit quasiment naturellement à rechercher la solution aux problèmes loin des rapports sociaux dans un repli des autochtones sur eux-mêmes. Il y a ainsi une courroie de liaison entre une certaine sensibilité pour l'environnement et la xénophobie, dont la nouvelle initiative de l'AN tire profit. Espérons au moins que cela fasse réfléchir certains "écologistes"...

3) L'AN a eu la malice de concevoir son texte pour l'essentiel comme une addition de propositions faites à d'autres occasions et — bien sûr — sous d'autres formes, par d'autres organisations. Cela lui permet de profiter de l'ambiguïté de la politique préconisée en matière d'immigration par des organisations qui par ailleurs lui sont opposées, ce qui réduira d'autant l'efficacité des arguments que ces formations pourront avancer pour contrer l'opération de l'Action nationale.

Si son initiative demande la réduction du nombre d'autorisations saisonnières et le contingentement des frontaliers, elle ne fait que

reprendre des revendications avancées également par l'Union syndicale suisse et si elle propose que le nombre annuel des immigrants ne puisse dépasser celui des émigrants de l'année précédente, elle ne fait que copier une formule inventée à l'origine par la communauté de travail "Etre solidaires"...

Nous avons toujours combattu ces tentatives de "composer" avec la xénophobie latente du peuple suisse et de s'appuyer sur le contrôle policier des habitants pour "défendre" les intérêts des salariés. Le fait est que ces pratiques sont extrêmement répandues et que l'AN sait aujourd'hui s'en servir pour avancer dans son combat néfaste !

Car, au-delà de son aspect astucieux, cette initiative est, comme les précédentes, un piège infernal, dont la conséquence principale serait l'approfondissement des tensions au sein de la classe ouvrière et l'affaiblissement de sa capacité de défense — déjà restreinte — face au patronat et à l'Etat bourgeois.

Les conséquences réelles de l'opération

Déjà la récolte des signatures va détériorer le climat dans les bu-

reaux et les entreprises. Pour les salariés xénophobes ce sera une occasion de donner libre cours à leur rogne. Les patrons seuls en profiteront !

Cette initiative suscite en plus des espoirs doublement trompeurs : ses défenseurs y voient un moyen d'échapper à la confrontation avec le patronat, alors que la seule conséquence probable d'une acceptation de cette initiative serait une accentuation encore plus brutale et plus systématique de l'attaque patronale contre l'ensemble des salariés.

Finalement il faut se rendre compte qu'en dépit des apparences cette initiative contient des attaques très graves aux droits des immigrés :

— En cas d'acceptation, les saisonniers n'auraient pratiquement plus aucune chance d'obtenir un permis de séjour : en effet, l'initiative abolit explicitement — à son article 3 — le fait qu'un saisonnier puisse prétendre à un permis B si certaines conditions (déjà très difficiles) sont réunies ; et à son article 1 elle inclut ces saisonniers dans le contingent des immigrants, contrairement à la pratique actuelle.

— L'acceptation de l'initiative pourrait également créer des difficultés nouvelles au regroupement familial. Actuellement déjà la majorité des permis B sont délivrés pour des raisons de regroupement familial. De nouvelles restrictions dans ce domaine paraissent difficiles à éviter, en cas d'entrée en vigueur de la disposition transitoire de l'initiative, qui réduit le nombre annuel des immigrants aux 2/3 des immigrants de l'année précédente, tant que la population suisse dépasse 6,2 millions.

— L'exigence d'inclure les réfugiés dans le contingent des étrangers vise un renversement radical de la politique d'asile de la Suisse. Son acceptation entraînerait la révision complète de la loi de 1979, qui ne pourrait se faire qu'au détriment de ses motivations humanitaires.

Une seule nécessité : répondre dès à présent !

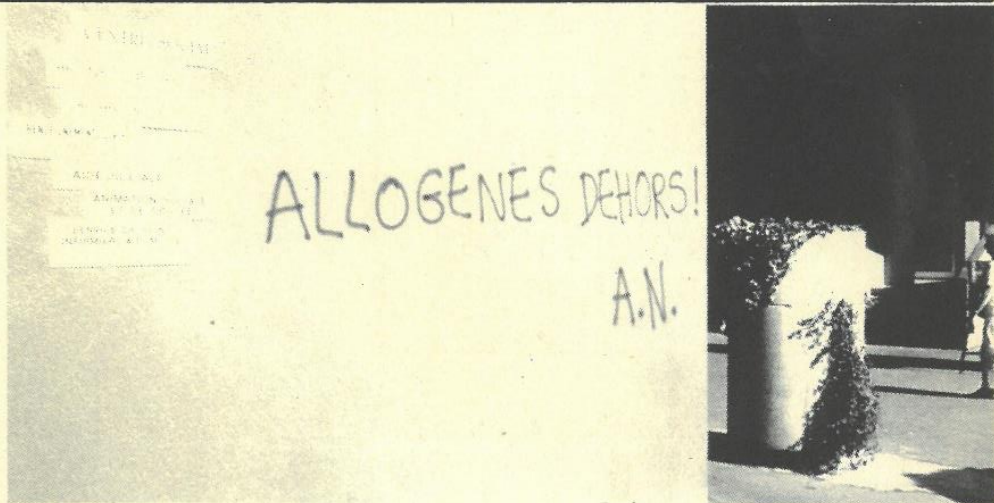
A tous les niveaux il s'avère ainsi que cette initiative est d'une portée considérable. C'est un défi pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Il serait criminel de croire ou faire croire qu'on puisse en réduire la portée en faisant semblant d'en ignorer l'existence. Dès la phase actuelle de récolte des signatures, il faut commencer à s'y opposer :

— en avertissant les travailleurs par tous les moyens possibles (tracts, affiches, interventions lors d'assemblées) que cette initiative constitue un piège ;

— en multipliant les initiatives concrètes favorisant le contact et la collaboration entre salariés suisses et immigrés ;

— en redoublant d'efforts pour montrer dans les faits l'efficacité de la seule arme dont disposent les travailleurs dans la défense de leurs intérêts : une activité syndicale combative et efficace et une lutte politique conséquente pour un socialisme réel et démocratique.

Faucher



Interfoto

Quand le socialiste Félicien Morel applaudit les Etats-Unis :

Félichien de garde

Fin juillet, les Américains envoient des troupes au Honduras et engagent toute une armada dans des manœuvres militaires de... 6 mois à portée de canon du Nicaragua. Au même moment, alors qu'il effectue un séjour aux Etats-Unis, le social-démocrate suisse Félicien Morel critique les pacifistes qui mettent l'URSS et les USA dans le même panier. Pour lui, les Etats-Unis sont une "terre de liberté et de démocratie", tandis que l'URSS "s'est fixé pour objectif d'imposer son idéologie au monde entier".

De nombreux socialistes ont été choqués par ces propos scandaleux. Certains, aussi bien au sein du Parti socialiste suisse (PSS) que dans le Parti socialiste fribourgeois (PSF) demandent même que Morel soit exclu de son parti. "S'il continue comme ça, il n'a qu'à aller au PDC", peut-on entendre lorsqu'on discute avec des militants socialistes. Sous le titre "My friend Félicien", le rédacteur en chef de la *Liberté* rejoint ces militants quand il écrit que l'évolution intellectuelle de Morel "est du type de celle ayant mené de la SFIO à Vichy certains socialistes de la Troisième République française" (*La Liberté* du 2 août 1983).

Qu'est-ce qui fait courir Morel ?

L'admiration que voue Morel aux Etats-Unis va de pair avec les efforts de l'administration Reagan pour redorer le blason de son pays. A cette fin, le gouvernement amé-

ricain n'y va pas par quatre chemins. Pour l'an prochain, il prévoit 828 millions de dollars pour financer l'Agence Américaine d'Information (*US Information Agency, USIA*), la pièce maîtresse du système américain de propagande¹. L'USIA possède des radios (*La Voix de l'Amérique* emploie 7 700 personnes, dispose de 106 émetteurs et émet en 42 langues pendant 967 heures par semaine), publie des magazines (10 en 18 langues) et fait fonctionner de multiples programmes d'échanges.

Des échanges qui nous permettent de retrouver l'homme d'Etat Morel. C'est en effet dans le cadre de l'USIA que le gouvernement américain l'a invité l'an dernier pour un périple de 14 000 km à travers les Etats-Unis, où il a rencontré de nombreuses personnalités civiles et militaires (une de ses premières visites a été le Pentagone). A son retour, il déclarait que son voyage lui avait "permis de découvrir des aspects positifs d'une poli-

tique intérieure, mais aussi un certain nombre de lacunes" (*La Liberté* du 8 septembre 1982). Une année plus tard, les Etats-Unis sont "une terre de liberté et de démocratie". Point à la ligne. Décidément, les programmes d'échanges de l'USIA sont d'une redoutable efficacité...

Friedrich peut se frotter les mains

Ce serait faire injure à Morel que de croire qu'il ignorait les buts de l'USIA. "Le gouvernement (américain) veut utiliser la diplomatie publique pour vendre (dans le cas présent c'était donné !) les choix politiques américains à ceux qui sont sceptiques à l'étranger."¹ Il s'agit entre autres de "mettre en évidence les mérites du rôle du secteur privé, du volontarisme et de l'initiative privée"¹. Après le Vietnam, l'Iran et le Nicaragua, et avec la triste réputation des multinationales américaines dans le Tiers Monde, on comprend le rôle attribué à la puissance militaire pour défendre l'entreprise privée. Or, notamment en Europe, la politique de réarmement rencontre de nombreuses oppositions. D'où la déclaration de guerre aux pacifistes et les offensives de charme en faveur de la politique américaine de réarmement.

En Suisse, l'opération Friedrich

contre les milieux pacifistes (affaire Novosti) s'inscrit dans la même politique simpliste : essayer de faire passer le mouvement antiguerre comme manipulé par Moscou.

Et notre social-démocrate de tomber dans le piège et de développer les mêmes arguments fallacieux. Il n'a même pas pris la précaution de mentionner les aspects les plus révoltants de l'impérialisme américain. Il aurait pu dire que "cette terre de liberté et de démocratie" soutient et arme les dictatures les plus sanglantes et se prépare à intervenir en Amérique centrale. Il aurait pu nous rappeler les discriminations dont sont victimes les populations de couleur dans la "plus grande démocratie du monde". Il aurait pu signaler — ce qu'il faisait encore une année plus tôt — que la politique économique de Reagan condamnait à la misère des millions d'Américains. Mais non, en bon diplomate qu'il est, il n'a pas voulu s'"ériger en juge de cette politique".

Voilà qui s'apparente curieusement à la désinformation que Friedrich reprochait à l'agence Novosti et au nom de laquelle il a fermé le bureau de Berne.

P. Chenaux

1. Toutes les données et les citations sur l'USIA proviennent de l'article "L'Amérique de M. Reagan part en croisade pour la démocratie", in *Le Monde Diplomatique* de juillet 1983.

Entretien avec A. Tarabusi,
vice-président de la FTMH :

**“NOUS DEVONS TIRER
LES CONSÉQUENCES
DE CE RÉSULTAT”**

La Brèche : Vous avez établi une longue liste de revendications pour cette convention. Pour finir, les priorités suivantes ont été fixées : élargissement du contrat aux apprentis et aux techniciens; protection contre le licenciement de membres des commissions d'entreprise; 40 heures avec plein maintien du salaire; élargissement de la présence syndicale dans l'entreprise.

Ce sont en effet des revendications importantes pour défendre les intérêts des travailleurs face à la crise. Mais rien de tout cela n'a été obtenu. Comment juges-tu ce résultat ?

A Tarabusi : Si je pars du catalogue revendicatif, que nous avons établi dans une période économique meilleure, et si je considère le résultat des négociations, je suis moi-même déçu de constater qu'on n'a pas pu obtenir davantage. Mais j'insiste sur le fait que nous devons tirer les conséquences de ce résultat. Au cours des cinq prochaines années, nous devons concentrer notre travail sur ce qui est en tout cas possible et nous devons surtout résoudre ces questions bien plus en détail et de manière individuelle dans les commissions d'entreprise, afin de créer de meilleures conditions pour l'avenir.

* Vous avez maintenant les 40 heures, mais avec diminution de salaire. La FTMH avait pourtant, dans une déclaration de principe, combattu l'initiative 40 heures des POCH et du PSO comme celle en préparation de l'USS, en disant que l'initiative n'est pas un bon moyen parce qu'elle ne peut pas garantir le maintien des salaires. Maintenant, vous avez la clause de baisse des salaires inscrite dans votre convention. C'est d'autant plus choquant que la Convention collective de la métallurgie, la convention de paix du travail, ne fixe explicitement pas les salaires et laisse leur négociation à chaque commission d'entreprise. Vous avez en quelque sorte négocié seulement une clause salariale négative.

“LES 40 HEURES ÉTAIENT UNE PRIORITÉ ABSOLUE”

— Les 40 heures étaient pour nous une priorité absolue, elles devaient être inscrites dans la convention. Nous avons essayé de l'obtenir avec maintien du salaire. La première offre patronale était d'une heure en 1987 avec diminution maximale du salaire. Sous la pression de la décision de notre première Conférence d'industrie, nous avons ensuite réussi à inscrire les 40 heures. Mais nous avons dû accepter un correctif sur les salaires. Ce n'est pas la première fois que nous introduisons les questions salariales dans l'accord. Lors de la réduction de 48 à 44 heures déjà, la question salariale a été réglée en lien avec la compensation du renchérissement. Il n'y a donc rien de nouveau. Dans la Commission de négociation comme dans la commission d'industrie, nous avons réfléchi à cette question. Lors d'une amélioration de la situation économique, les commissions d'entreprise devraient s'efforcer de rattraper les pertes salariales de 1,2 voire 1,9 o/o par des hausses du salaire réel. L'étalement sur deux ans de la réduction du temps de travail en offre la possibilité, si la situation économique s'améliore.

* Ce résultat n'est manifestement pas un succès. Lors de la première Conférence d'industrie, vous avez refusé à l'unanimité un résultat quasi identique. Les gens se sentent mis sous pression par le patronat. Tu as dit toi-même que le style des patrons devient plus agressif. Pourquoi n'avez-vous pas, vous aussi, durci votre style en conséquence ? Pourquoi n'avez-vous pas accepté une situation sans convention pour vous dégager enfin une fois des liens de la paix du travail et développer votre propre force ?

“NOUS AVONS AGI TRÈS DUREMENT”

— Nous avons répondu au style de négociation plus dur du patronat par le même style. Nous avons refusé le premier résultat, à nos yeux impossible. Compte tenu de ce premier mauvais résultat et du cours des négociations, nous avons fixé la liste de priorités mentionnée. Nous sommes revenus avec un catalogue revendicatif concentré. Quand les patrons ont fait connaître leurs résultats, nous les avons encore écoutés mais nous n'avons plus du tout négocié. Nous avons dit que nous voulions revenir devant nos instances, la première Conférence d'industrie, avec ce qu'ils proposaient. Là, nous avons encore affirmé que nous n'acceptons pas ce résultat et que nous voulions de nouvelles négociations. Ensuite, nous avons obtenu quelques petites améliorations et les 40 heures. Nous avons agi très durement au cours des



Convention collective de la métallurgie :

RÉALISME SYNDICAL OU COMPROMIS POURRI ?

Le 18 juin 1983, la Commission de négociation de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) a convoqué les délégués de la métallurgie (1ère Conférence d'industrie). Objet : le renouvellement de la convention de paix du travail. La Commission de négociation, conduite par le vice-président de la FTMH, A. Tarabusi, a interrompu les négociations, les patrons ne manifestant aucune ouverture. Leurs propositions n'étaient que provocation : réduction du temps de travail à 41 heures en 1987 avec baisse de salaire de 2,38 o/o ! Les délégués ont refusé à l'unanimité cette proposition.

Mais au lieu d'en tirer les conclusions et de mobiliser les travailleurs, la FTMH est retournée dans les officines silencieuses de la négociation. Le nouveau compromis était déjà pratiquement mis au point. 41 heures en 1986 et 40 heures en 1988 avec chaque fois une baisse de salaire de 1,2 o/o. Après bien des hésitations, les associations d'employés acceptaient le résultat.

Le 9 juillet, une nouvelle conférence des délégués de la FTMH (2ème Conférence d'industrie) acceptait à son tour le résultat par 59,6 o/o de oui et 40,4 o/o de non. La direction syndicale s'est la première jetée dans la bataille pour accepter ce compromis. Des représentants de grandes entreprises s'y sont au contraire opposés. Ils percevaient non seulement que l'accord de paix du travail n'est pas un instrument pour défendre les travailleurs mais en outre que de tels résultats font perdre sa base au syndicat. Un tel contrat, signé pour 5 ans, empêche tout simplement les travailleurs de se défendre contre la crise.

La Brèche s'est entretenue avec le partisan du oui à la convention, A. Tarabusi, vice-président de la FTMH et dirigeant de la Commission de négociation, ainsi qu'avec deux délégués qui y étaient opposés et préconisaient la mobilisation de la base syndicale.

dernières négociations, en interrompant six fois les pourparlers. Puis nous avons présenté le résultat à une nouvelle Conférence d'industrie. Sur les 94 votes négatifs, beaucoup ne sont pas opposés à la politique conventionnelle mais seulement au résultat insuffisant de cette convention.

* A la deuxième Conférence d'industrie, tu es toi-même intervenu, comme président de la FTMH, en faveur de l'acceptation de la convention. Cette seule deuxième Conférence a permis d'obtenir une heure de réduction supplémentaire. N'auriez-vous pas pu empêcher la baisse de salaire ne serait-ce que par une petite mobilisation de vos forces, de larges assemblées d'information, des tracts, etc. ?

“NOUS DEVONS DÉFENDRE NOS DROITS SUR CE TERRAIN”

— Nous savions jusqu'où on était prêt à aller du côté patronal. Nous connaissions aussi les points d'appui régionaux des patrons. Des menaces massives venaient de ce côté. Nous savions qu'il n'y avait plus rien à chercher du côté des membres de l'ASM (association patronale), que des membres menaçaient de la quitter. Notre délégation aux négociations a tout essayé pour obtenir davantage, mais à la veille de la Conférence d'industrie elle a plaidé à la

grande majorité pour accepter la convention. C'était aussi ma charge, comme dirigeant des négociations, devant la Conférence d'industrie. J'ai montré les conséquences possibles d'une situation sans convention. Dans toutes les entreprises en difficulté — comme Sulzer, Zuchwil — nous n'aurions plus eu de terrain pour intervenir. La convention doit nous donner ce terrain pour les cinq ans à venir et nous devons, tous ensemble, défendre nos droits sur ce terrain et les élargir au-delà de l'entreprise.

* Le mouvement syndical est aujourd'hui dans une impasse. Il n'est pas préparé à une situation de crise. La FTMH joue ici, en quelque sorte, un rôle de “pionnier”. C'est la plus grande fédération et elle signe la convention à laquelle sont soumis le plus de travailleurs. Comment pensez-vous à l'avenir surmonter cette faiblesse et sortir de cette impasse ?

— Tu comprendras sans doute que je ne vais pas ici mettre sur la table toute notre stratégie. Nous devons maintenant discuter à l'intérieur sur la base de ce que nous avons. Nous interviendrons immédiatement chaque fois que les patrons ne respectent pas l'accord signé. A l'avenir, nous développerons aussi le contenu du contrat de manière plus extensive. C'est du ressort de nos possibilités comme syndicat ainsi que de l'activité des commissions d'entreprise. Avec elles, nous devons davantage approfondir ces questions par la formation et les conseils lors du traitement des conflits auxquels elles seront confrontées.

Entretien avec deux délégués FTMH :

"BEAUCOUP DE SYNDIQUÉS ONT GUEULÉ"

La Brèche : Pour ces négociations, la FTMH a établi une liste de priorités comportant plusieurs douzaines de revendications. Qu'en pensez-vous ?

A : La liste me paraissait correcte. Elle montre la voie pour pouvoir affronter les difficultés croissantes que nous rencontrons : fermetures d'entreprises, licenciements, stress et chômage.

B : C'étaient des revendications minimales, mais nous devons tenir compte du fait que notre syndicat a peu d'expérience dans une lutte de défense active.

* Et qu'en est-il du résultat ?

"LA FTMH N'A RIEN OSÉ ENTREPRENDRE"

B : Je suis déçu du résultat. J'ai espéré que la majorité des délégués repousserait cette provocation patronale. Nous n'avons pas seulement, maintenant, les 40 heures avec perte de salaire mais aussi des revendications importantes, comme la protection contre le licenciement, l'élargissement du contrat aux apprentis et aux techniciens, qui sont restées en plan alors qu'elles auraient permis de maintenir la force syndicale. Ce qui me déçoit aussi, c'est que la FTMH, dans cette confrontation avec le patronat, se couche simplement et n'ose rien faire.

* Qu'est-ce qui a poussé les délégués à accepter la convention après l'avoir refusée à l'unanimité lors de la première conférence d'industrie ? Il n'y a en effet rien de très nouveau entre les deux.

A : La peur d'une situation sans convention a surtout joué chez ceux qui ont voté oui. La convention se terminait le 19 juillet. La plupart des délégués étaient des présidents de commissions d'entreprises, ou des membres de celles-ci. Pour eux, le calme dans l'entreprise, la bonne entente avec le patron est le plus important.

* Avez-vous une idée de l'opinion qui régnait à la base avant la signature de la convention ? Y a-t-il eu des assemblées avant celle-ci ?

B : A Soleure et à Moutier, des assemblées régionales de la FTMH ont repoussé la convention.

"IL Y A MÊME EU DES AMBIANCES DE RÉVOLTE"

A : A Zurich, elle a été repoussée à l'unanimité, de même qu'à Winterthour. Il y a eu aussi des assemblées dans les entreprises. Même des travailleurs âgés étaient opposés à la signature et il y a même eu de véritables ambiances de révolte. Mais dans la FTMH, il n'y a pas de mandat impératif. C'est ainsi que des gens qui votent non aux assemblées, finissent par accepter à l'assemblée des délégués.

* Qui sont ceux qui ont refusé ? Les Suisses allemands et les Suisses romands étaient-ils divisés, par exemple ?

B : Non, et ça, c'est nouveau. Les oui et les non sont venus de partout. Parmi les Suisses alémaniques, un clair front s'opposait au résultat. La responsable féminine de la fédé-

ration s'est aussi exprimée pour le refus parce que l'égalité salariale entre hommes et femmes n'est pas dans la convention. Le syndicat ne peut ainsi pas porter plainte contre un patron qui ne respecte pas l'article constitutionnel sur l'égalité des droits.

* Quelle était l'ambiance chez les opposants ? Veulent-ils consciemment une nouvelle politique syndicale ou était-ce plutôt un refus de routine ?

B : Il y avait des deux. Et c'était bien ça le fait nouveau, dont on va sentir les effets. Certains se sont fâchés à propos de la baisse des salaires. D'autres y ont plutôt vu un signal. Ils savent que nous donnons le ton pour tout le mouvement ouvrier et que nous n'avons plus le droit d'avaler les couleuvres patronales. Mais il n'y a presque pas eu de discussion sur comment avancer si nous refusons de signer.

A : Même ceux qui étaient opposés ne pouvaient pas dire exactement comment poursuivre. Beaucoup s'imaginaient simplement qu'on reprendrait les négociations. La proposition pour des mobilisations, qui a été faite à la première comme à la seconde Conférence d'industrie, est restée marginale. C'est ça une fois qui devrait vraiment changer.



Le triumvirat de la conférence d'industrie. De gauche à droite : Fritz Reimann (président de l'USS et de la FTMH), André Ghelfi et Agostino Tarabusi, vice-présidents de la FTMH.

* Comment continuer ? Avez-vous eu un écho du résultat dans les entreprises ?

"MOBILISER LES FORCES SYNDICALES"

B : Chez nous, beaucoup de collègues syndiqués ont gueulé. Ils disaient qu'ils avaient déjà dû accepter assez de concessions matérielles. La compensation du renchérissement n'est plus intégralement payée, partout on licencie ou on est au chômage partiel tandis que le stress augmente sans cesse. On ne comprend pas pourquoi il faut encore passer à la caisse pour les 40 heures.

* Et pour la suite ?

A : En automne, on recommence les négociations sur la compensation du renchérissement. Il nous faut rassembler les forces si nous ne voulons pas, encore une fois, nous faire coincer comme l'an dernier. Beaucoup pensent qu'on devrait enfin entreprendre quelque chose contre les licenciements et le chômage partiel.

B : La compensation du renchérissement a été, pour beaucoup, un argument pour signer encore la convention. La convention institue en effet les tribunaux arbitraux s'il n'y a pas accord dans l'entreprise. Mais c'est une illusion. Ces tribunaux sont composés de manière favorable aux patrons et jugent en conséquence. Il est de plus en plus évident que tout dépend des forces syndicales que nous pourrions mobiliser. Et c'est à cela que nous continuons à travailler.

Notre commentaire

La Paix du travail à tout prix

Le patronat n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction concernant le renouvellement de la Convention de paix du travail. On peut le comprendre : pour la seconde fois en une année, il a réussi à s'en prendre aux salaires — d'abord en refusant la compensation du renchérissement et maintenant, cette fois avec l'accord syndical, en lien avec la réduction du temps de travail.

Ce qui s'est passé dans la métallurgie va se répercuter dans d'autres branches. La Convention de paix du travail continue de jouer un rôle pilote. D'autres contrats ainsi que l'initiative syndicale pour les 40 heures en souffriront. Dans les arts graphiques, actuellement sans contrat, on peut lire chaque semaine des hymnes patronaux à la convention de paix du travail, doublés d'appels à ces typographes impénitents pour qu'ils en prennent de la graine et se décident enfin à signer leur convention collective...

La direction de la FTMH porte la responsabilité de cet affaiblissement. A la première Conférence d'industrie de juin, elle était discrètement restée à l'arrière-plan. A la seconde Conférence d'industrie, celle qui était décisive, la direction de la fédération est en revanche "montée en ligne". Fritz Reimann, président de la FTMH, annonça la couleur dans un entretien publié avant cette conférence où il disait : il faut accepter l'offre patronale ! Lors de la conférence elle-même, la direction s'est totalement engagée pour convaincre les délégués de sa position : au micro, comme... lors du dîner. Durant les négociations, la direction n'a même pas utilisé tous les moyens que lui offre la paix du travail (tracts, manifestations par exemple). Cette paix du travail apparaît une fois de plus comme un corset de fer qui paralyse tout le mouvement ouvrier dans la défense active de ses intérêts.

Livio Hoffmann

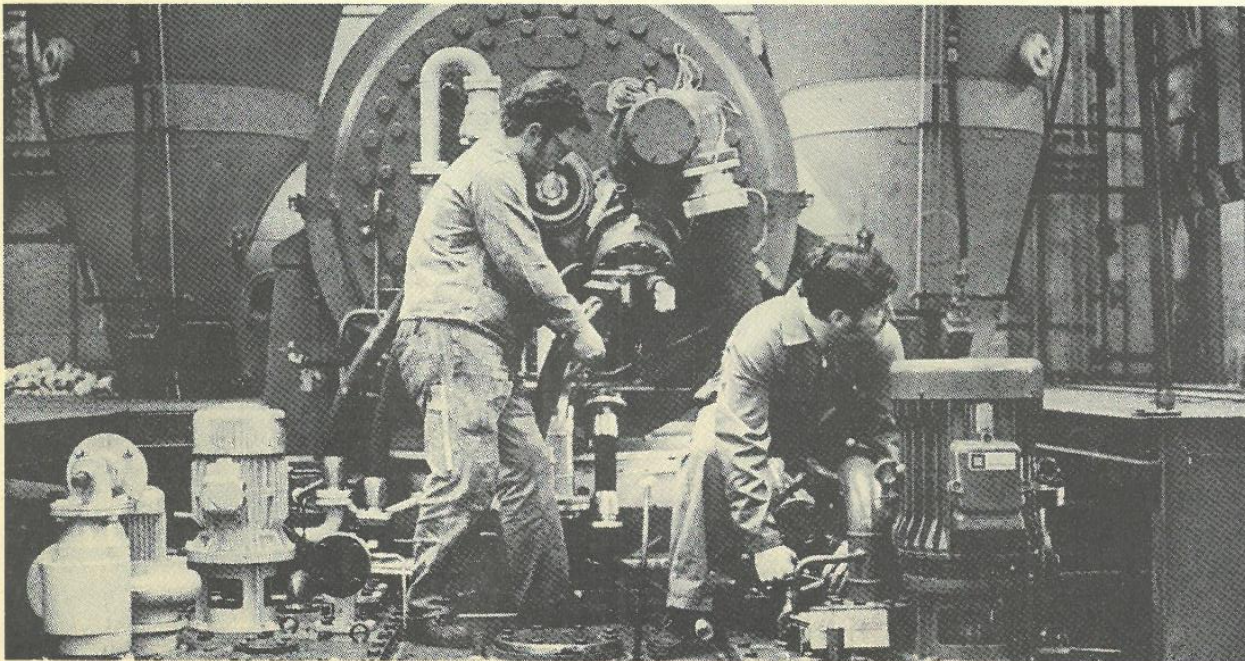


Ah oui ? Même lorsque les 40 heures sont prévues pour 1988 avec une baisse de salaire de 1,2 o/o ?... (Dessin tiré de la Lutte syndicale, organe de la FTMH).

DES COMMISSIONS D'ENTREPRISE CONTRE LA SIGNATURE

Les commissions d'entreprise des deux entreprises de la métallurgie tessinoise, Albe SA et Monteforno, ont pris position publiquement contre la signature de la nouvelle convention. La commission d'entreprise de Monteforno souligne en particulier :

"La paix du travail, de notre point de vue, peut être un moyen, mais en tout cas pas un but dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière qui, face à l'intransigeance patronale, doit elle aussi affirmer une intransigeance équivalente. Si par contre on se plie au diktat de l'ASM, comme cela a été fait, on ne fait que démontrer sa faiblesse, ce qui ne va pas nous faire avancer dans les confrontations avec un patronat toujours plus agressif."



DÉBAT POCH~ PSO (2)



Une partie du tronçon du PSO lors de la manifestation pour la paix du 23 janvier 1982.

Interfoto

►► Partie prenante de l'une des diverses Quatrièmes Internationales, le PSO continue à se réclamer des traditions du trotskysme. Cela a-t-il encore un sens de se référer, dans le cadre d'une politique révolutionnaire, à une opposition depuis longtemps obsolète entre deux courants divergents du mouvement ouvrier russe ?

L'opposition entre la révolution et le stalinisme n'a rien d'obsolète et reste d'une actualité brûlante. En Pologne, elle se manifeste dans la confrontation entre le mouvement ouvrier regroupé dans *Solidarność* et la dictature stalinienne de Jaruzelski. Lors de mai 68, en France, le stalinisme s'incarna dans la politique du Parti communiste français, bloquant le mouvement de mai et lui préférant la sauvegarde du système; au Salvador dans la participation du Parti communiste au gouvernement de Napoleon Duarte, alors qu'une répression massive contre la population était déjà lancée. En Iran, le Parti communiste, aujourd'hui réprimé, soutint le régime de Khomeiny et sa répression contre les Kurdes. Le mur de Berlin, l'invasion de la Tchécoslovaquie, le 13 décembre polonais ont porté des torts considérables à notre lutte.

Le stalinisme, c'est l'approbation du statu quo mondial pour mieux maintenir le statu quo en Union soviétique, c'est le refus de l'auto-organisation et de l'autogestion. C'est un obstacle tout aussi grand à une modification fondamentale de la société que celui de la social-démocratie. Contrairement au stalinisme (et à la social-démocratie), et à partir de toutes les expériences de la lutte des classes au niveau mondial, nous comptons sur la force et la capacité des salariés à imposer leurs solutions contre celles du système capitaliste, à diriger eux-mêmes une société et une économie socialisée.

Politique du statu quo ou perspective de lutte permettant de le renverser : cette alternative est posée à tout le monde et pas seulement à la IVe Internationale. Elle vous est posée dans le mouvement pacifiste, à propos de votre appui ou non de la Défense nationale. Elle est aussi posée aux camarades salvadoriens lorsqu'ils débattent de la place à accorder aux négociations dans leur lutte.

►► Pour nous, malgré toute l'importance que nous continuons à attribuer aux questions de politique sociale, de nouveaux problèmes de même valeur principielle pour notre politique sont apparus (écologie, émancipation des femmes, nouveaux mouvements d'émancipation en général, etc.). Le PSO — qui au moment même où ces mouvements commençaient à devenir plus actifs, changea son nom de *Ligue marxiste révolutionnaire en Parti socialiste ouvrier* — cherche-t-il, en soulignant si fortement le rôle du mouvement syndical, à aller contre une surestimation supposée de ces nouveaux éléments ?

Nous considérons aussi qu'il y a des questions de même valeur, et même plus importantes encore, que la politique sociale, dans laquelle vous mettez tous les problèmes matériels immédiats des salariés. Citons sim-

Nous poursuivons ci-dessous la publication du débat entamée dans notre dernier numéro, où les POCH (Organisations progressistes de Suisse) avaient répondu à quatre questions du PSO. Cette fois-ci, le PSO répond aux questions posées par les POCH. Rappelons que ce débat s'est engagé à la suite d'actions communes des deux partis, en particulier lors de la récolte de signatures pour l'abaissement de l'âge de la retraite.

plement l'oppression des femmes et des immigrés ou la lutte contre la guerre. Mais pour nous le problème est celui de la réponse à donner à l'offensive bourgeoise, qui se développe à tous les niveaux. Aussi nouveaux que puissent être de nombreux mouvements, leurs réponses restent en partie vieilles comme le monde. Ainsi dans le mouvement écologiste, de vieux rossignols sociaux-démocrates peuvent retrouver du crédit. Comme celui qui consiste à vouloir régler le problème de l'énergie par un impôt sur l'énergie (et sur le dos des salariés). Si des propositions aussi creuses existent, cela est dû à la grande faiblesse de ces mouvements de résistance face aux grands problèmes du moment.

Mais, justement sur ce point, une modification — ou du moins la possibilité d'une modification — est apparue à notre sens. Le capital en crise ne frappe pas simplement quelques couches marginales, mais bien les salariés dans leur ensemble, afin de reconstituer ses profits. Il frappe aussi les couches qui ont été intégrées par la social-démocratie et la direction syndicale. Voilà sur quoi nous devons agir si nous voulons réellement changer quelque chose. A l'avenir, ces forces peuvent en effet, à cause de leurs insatisfactions matérielles et politiques, se libérer de ces attaches.

C'est la raison pour laquelle nous donnons aussi une grande importance au travail dans les syndicats et les entreprises. Les sections syndicales où les forces vives ont un certain poids face aux princes sociaux-démocrates de la paix du travail ne mènent pas seulement une politique plus conséquente de défense des intérêts sociaux, mais soutiennent aussi activement le mouvement des femmes, le mouvement pacifiste et écologiste. Notre pratique montre qu'un engagement simultané dans les syndicats et les nouveaux mouvements est non seulement nécessaire, mais aussi possible.

►► Le PSO défend-il toujours la conception de la "révolution permanente" qui veut que finalement seule la classe ouvrière soit révolutionnaire et que toutes les alliances au-delà de ses rangs dans la marche vers un socialisme — quelle qu'en soit la définition — doivent être, si nécessaire, rompues ?

Cette question nous attribue une conception complètement tordue de la "révolution permanente". Cette version fut inventée par Staline, qui accusait Trotsky de sous-estimer et de négliger la paysannerie, peu de temps avant de briser lui-même l'alliance avec une grande partie de la paysannerie soviétique en procédant à la collectivisation forcée de l'agriculture. En ce qui concerne la version authentique : dans les pays retardés, dépendants, même les objectifs principaux de la

révolution bourgeoise démocratique — l'indépendance nationale et la réforme agraire — ne peuvent être atteints que si le mouvement de libération anti-impérialiste parvient à contrôler complètement les richesses nationales, c'est-à-dire progresse en direction de mesures socialistes. Que l'on compare la Chine et l'Inde, Cuba et Saint-Domingue ! Le "non-alignement" n'est pas non plus une solution. L'Irak "non-aligné" a, dans l'intérêt de l'impérialisme, attaqué l'Iran "non-aligné" alors en pleine révolution et réprime aujourd'hui, avec l'aide des généraux turcs dévoués à l'OTAN, la résistance kurde. Dans toutes les révolutions victorieuses, les travailleurs des villes et des campagnes, en alliance avec les paysans pauvres et les habitants des bidonvilles, jouèrent un rôle décisif. Ils parvinrent à une authentique libération de la tutelle impérialiste parce qu'ils ne se laissèrent freiner et paralyser par personne — même pas par la bourgeoisie dite "progressiste". Pourquoi donc abandonner la conception de la révolution permanente au moment où le pronostic de Che Guevara, "ou révolution socialiste ou caricature de révolution", se vérifie en Amérique centrale ?

►► Le PSO est-il prêt à reconnaître que les différents mouvements qui sont apparus ces dernières années ont la même importance (que le mouvement ouvrier, réd.), même si ces mouvements ne portent pas sur leur bannière l'objectif du socialisme mais "ne" cherchent d'abord à résoudre "que" quelques problèmes urgents (écologie, paix, libération des femmes, par exemple), sans lier la solution de ces problèmes à une perspective socialiste ?

A notre avis, rien ne serait plus erroné que de juger les mouvements selon un quelconque critère idéologique, en se demandant par exemple s'ils ont ou non un drapeau aux couleurs du socialisme ou s'ils sont nouveaux ou pas. Nous soutenons et nous participons à tous les mouvements qui s'engagent pour les intérêts de la population salariée et renforcent, aux niveaux les plus divers, le front de résistance à l'offensive bourgeoise. Un point, c'est tout !

Autre chose est le fait que nous nous engageons dans ces mouvements en défendant des objectifs qui répondent vraiment aux intérêts de tous, qui puissent élargir et renforcer la résistance. Ce faisant nous débattons ouvertement avec ceux qui veulent aller dans une autre direction. Par exemple avec ceux qui pensent que les problèmes de l'environnement peuvent être résolus en sacrifiant la consommation plutôt qu'en rompant avec la logique du profit. Ou dans les syndicats avec ceux qui prétendent que l'on peut sauver l'emploi en éjectant les femmes et les immigrés.

►► Le PSO se voit-il participer à une politique d'alliance que nous discutons dans les POCH sous le terme de "coalition multicolore", ou a-t-il une idée de qui serait son partenaire prioritaire dans le cadre d'une alliance ?

A notre sens l'objectif central d'une politique unitaire ne saurait être une coalition, ni verte, ni rouge, ni multicolore, mais "simplement" le but fixé à l'origine de l'unité. C'est pourquoi nous essayons toujours d'unifier le maximum de forces contre la bourgeoisie autour de tels objectifs concrets. C'est aussi pourquoi nous essayons de gagner les forces qui suivent le Parti socialiste ou la direction syndicale — sans toutefois faire dépendre l'action de la disponibilité de ces directions. Nous donnons une grande importance à l'intégration des immigrés et de leurs organisations dans cette unité — même si cela coûte des voix ! Ces derniers temps la collaboration systématique des POCH, du Parti du travail (PdT), du Parti socialiste autonome (PSA) et du PSO a gagné en importance. Dans ce travail unitaire nous voudrions intégrer tous les "Verts" qui résistent à la politique bourgeoise.

►► A votre avis, quel serait le développement optimal de la collaboration actuelle entre nos partis ?

Avant tout, la collaboration entre nos deux partis devrait se poursuivre comme elle a commencé autour de l'initiative AVS. Dans ce cadre nous devrions nous fixer de nouveaux objectifs. Nous vous proposons des actions communes de nos deux partis et de leurs militants dans les organisations de masse entre autres sur les points suivants :

- contre Kaiseraugst et Rothenthurm, contre le réarmement et pour la deuxième initiative antinucléaire, pour le référendum sur les crédits militaires (l'initiative sur les autoroutes est en discussion dans le PSO);
- pour les initiatives en faveur de la protection de la maternité et du droit à l'avortement;
- pour la réduction du temps de travail et contre le démontage social;
- contre la nouvelle initiative de l'Action Nationale et la mise en cause du droit d'asile;

— pour la solidarité anti-impérialiste avec l'Amérique centrale, les peuples de Turquie, du Kurdistan et de Palestine, pour la solidarité avec les oppositions antibureaucratiques dans les Pays de l'Est.

Naturellement nous voulons aussi intégrer à ces occasions le PdT et le PSA. En nous engageant ensemble, nous pourrions aussi arriver à gagner à cette lutte de nombreux groupements "verts", qui oscillent aujourd'hui entre la voie de gauche et celle de droite. De même notre force commune serait plus grande vis-à-vis du Parti socialiste et des syndicats si nous leur propositions des projets concrets. Enfin nous affirmons qu'il serait nécessaire que ces activités communes s'expriment aussi lors d'élections, sous la forme de listes communes ouvertes à d'autres forces.

Pour stimuler ce travail commun, nous voulons également poursuivre de manière fructueuse le débat stratégique avec les POCH.

Parti socialiste ouvrier (PSO)

Sri-Lanka :

Une vague de terreur sans précédent a été déclenchée contre la minorité tamoule de l'île de Sri Lanka, qui constitue près de 20 o/o de la population de l'île. Au cours de véritables pogroms, des centaines de Tamouls ont été massacrés, de nombreux hommes, femmes et enfants ont été brûlés vifs, d'autres ont été torturés à mort. Plus de cinquante prisonniers tamouls ont été sauvagement tués à l'intérieur des prisons. (...)

La plupart des organisations nationalistes tamoules et trois organisations de gauche, le PC, le JVP et le NSSP (une dissidence de gauche du parti social-démocrate LSSP), ont été déclarées hors la loi. Plus de 150 dirigeants et personnalités du mouvement ouvrier ont été arrêtés. La gauche est accusée d'avoir systématiquement organisé les émeutes, massacres et pillages à Colombo, ce qui est un mensonge évident.

Cette vague de terreur blanche doit être placée dans le contexte plus général de l'évolution politique, sociale et économique du Sri Lanka au cours des dernières années.

Le gouvernement de Mme Bandaranaike, coalition entre les partis réformistes LSSP et PC d'une part et le SLFP, parti libéral bourgeois, d'autre part, avait profondément divisé et démoralisé les masses laborieuses par ses mesures répressives, sa politique contre les Tamouls, ses mesures d'austérité. Cela facilita le retour au pouvoir du parti

CONTRE LA TERREUR BLANCHE

conservateur UNP, dirigé par J.R. Jayewardene, en 1977. Ce gouvernement déclencha une politique systématique d'attaques contre le mouvement ouvrier organisé, brisa les grèves, réduisit les libertés démocratiques, modifia la Constitution afin d'assurer son maintien au pouvoir. Le mouvement ouvrier, sur la défensive, et désorienté par ses directions discréditées en fut de plus en plus affaibli, non seulement sur le plan parlementaire (il n'y a plus qu'un seul député d'un parti ouvrier au Parlement !), mais aussi sur le plan syndical. Les conservateurs espérèrent que, ce faisant, ils encourageraient les investissements de capitaux impérialistes dans l'île et feraient redémarrer l'économie qui avait stagné sous le régime de Mme Bandaranaike.

Mais rapidement, la crise économique internationale frappa l'économie du Sri Lanka, fortement endettée. Le Fonds monétaire international réclama des mesures d'austérité accentuées, surtout contre les subsides aux prix de vente des vivres, à l'éducation gratuite et à la sécurité sociale. Le niveau de vie des masses se détériora sans cesse. Une nouvelle vague de politisation commença à se manifester. Aux élections présidentielles d'octobre 1982, 47 o/o des votants, dont la majorité absolue des électeurs de la région industrialisée du sud et du sud-ouest, et du nord tamoul, votèrent pour l'opposition, selon les chiffres officiels.

La terreur blanche d'aujourd'hui a manifestement pour but d'arrêter cette politisation, d'accentuer la répression et la tendance à la suppression des organisations ouvrières, d'assurer la permanence d'un régime d'Etat fort, s'appuyant de plus en plus sur l'armée bourgeoise.

La IVe Internationale dénonce les crimes sanglants de la bourgeoisie semi-coloniale ceylanaise contre la minorité tamoule et les masses laborieuses du Sri Lanka.

Elle appelle les organisations ouvrières et démocratiques de tous les pays à défendre les victimes de la répression au Sri Lanka et à réclamer le rétablissement des libertés démocratiques sans restriction aucune.

Elle appelle tous les militants anti-impérialistes et anticapitalistes à venir en aide à leurs frères et sœurs du Sri Lanka.

- * Libération de tous les prisonniers politiques à Sri Lanka !
- * Légalisation de toutes les organisations ouvrières et tamoules interdites !
- * Pleines libertés démocratiques pour toutes les masses du Sri Lanka !
- * Droit à l'autodétermination de la nationalité tamoule !

Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale



Lorsque Mitterrand soutenait Goukouni Oueddei.

Tchad :

Les paras de la liberté?

Plusieurs milliers de parachutistes français sont aujourd'hui engagés au Tchad aux côtés des forces de Hissène Habré, faisant face aux "rebelles" de Goukouni Oueddei, soutenus, eux, par la Libye de Kadhafi. A l'heure de la visite du pape à la grotte miraculeuse de Lourdes, un autre miracle s'est produit dans la politique française : aux yeux de la gauche traditionnelle, paras et légionnaires se sont soudain transformés en chevaliers de la démocratie. C'est ainsi que quelques célèbres pétitionnaires de gauche — dont Yves Montand et André Glucksmann — exigèrent publiquement une intervention militaire française plus rapide et plus soutenue. Car, bien évidemment, *"derrière l'invasion libyenne, la présence soviétique se manifeste. Comme chacun sait, elle s'est déjà affirmée en Angola, au Mozambique, en Ethiopie, etc."*

L'article ci-dessous, tiré de l'hebdomadaire de nos camarades français, *Rouge* (no 1075, du 19 août 1983), rappelle quelques vérités élémentaires à ces colonialistes de la dernière heure.

Qu'est-ce qui dicte l'intervention française ?

Ne sont dupes que ceux qui veulent bien l'être. Le seul argument avancé serait la "légitimité" de l'actuel régime de Hissène Habré. Le président gabonais, Bongo, un grand ami de la France, vient précisément de donner une assez bonne définition de cette sorte de "légitimité". *"Le pouvoir, a-t-il déclaré le 14 août, appartient à celui qui occupe le fauteuil présidentiel."*

Formellement, le gouvernement légitime pourrait être celui de Goukouni puisqu'il avait été le fruit d'un compromis entre toutes les tendances (dont celle de Habré) aux accords de Lagos en 1979. Il avait fallu que l'impérialisme exerce un chantage à son encontre pour que Goukouni finisse par demander le départ des troupes libyennes. Et ce fut après cette décision que le "ministre" Habré s'insurgea avec l'aide de pays comme le Soudan et l'Egypte pour prendre seul le pouvoir. La "légitimité" de Habré est donc celle d'un coup d'Etat soutenu par des régimes réactionnaires. On peut retourner le problème dans tous les sens et même invoquer la reconnaissance par la majorité des pays africains de l'actuel régime, il n'en reste pas moins que la légalité des accords de 1979, fêtée sur le moment par les pays impérialistes, a été bien vite oubliée.

La pression nord-américaine

Il est d'autre part fait mention de "l'agression extérieure" de la part de la Libye. Mais soutenir un chef de bandes armées contre un autre sous prétexte de l'intervention libyenne n'est pas plus acceptable. La France qui se préoccupe tant de l'agression libyenne n'a jamais proposé d'aider l'Angola et le Mozambique contre l'agression sud-africaine quotidienne depuis

des années. La vérité est que dans l'affaire du Tchad le gouvernement français est intervenu non seulement sous la pression de Washington mais aussi pour empêcher une intervention directe de l'armée américaine. La plupart des avocats de l'intervention française ont évoqué le fait que si la France n'était pas présente, des puissances étrangères prendraient la relève. Comme si la France dans cette région du monde n'était pas une puissance étrangère ! La complicité franco-américaine contient donc en même temps un petit conflit d'influence inter-impérialiste.

Si les USA n'ont pas fait débarquer de marines au Tchad, laissant la France se salir les mains, ils ne sont pas loin. Outre l'aide financière à Hissène Habré, il y a 550 spécialistes US qui assurent l'entretien d'avions espions Awaks stationnés au Soudan et 20 000 marines dans l'Est africain (Egypte, Oman, Soudan et Somalie).

La stabilité des intérêts impérialistes

Si les guerres incessantes qui secouent le Tchad empêchent les occidentaux d'y avoir beaucoup d'intérêts économiques (malgré une présence certaine d'uranium et d'un peu de pétrole), c'est bien la stabilité des intérêts de compagnies comme Exxo ou Elf, l'intérêt des centaines de sociétés de pillage du Tiers Monde installées au Cameroun, au Soudan, et dans les autres pays limitrophes que Mitterrand est allé défendre au Tchad. Goukouni Oueddei ou Hissène Habré n'ont aucune importance pour tous ces gens-là. Le seul tort de Kadhafi pour eux n'est sûrement pas ses références à Hitler ou son manque de respect des droits de l'homme. Tous s'accordaient fort bien de "l'empereur" Bokassa en Centrafrique, des répressions sanguinaires du Soudan, de l'absence totale de

démocratie commune à ces régimes. Non, les intérêts capitalistes s'accrochent fort bien de Kadhafi tant qu'il s'agit de développer avec la Libye des relations commerciales ou de lui vendre des Mirages. Ce qui est gênant par contre ce sont les velléités "anti-impérialistes" d'empêcher de tourner en rond de Kadhafi qui fait de lui un chien dans le jeu de quilles de la stabilité des régimes voisins.

L'intervention au Tchad n'a qu'un but : défendre celui qui a "le fauteuil" comme dit Bongo. Habré ou un autre peu importe. La défense de l'Etat national tchadien, unique et centralisé, est un impératif pour l'équilibre de tous les régimes de la région. L'Etat néo-colonial né de la politique gaulliste est l'élément clé pour permettre la reproduction des formes de dépendance économique et politique. Maintenir coûte que coûte cette légitimité-là, celle de l'Etat néo-colonial, compte bien plus pour Paris que le sort de Habré. Car malgré sa misère économique, le Tchad constitue un des dominos du dispositif économique français : zone Franc, Union douanière et économique de l'Afrique centrale, etc.

Une intervention colonialiste

Qui oserait dire que c'est par souci d'humanité pour les populations du Tchad ? Qu'ont-elles à gagner de la victoire de Oueddei ou du maintien de Habré ? La famine qui dévaste plusieurs régions du Tchad sera-t-elle moins grande ? Chacun sait que non, car chacun des deux chefs se succèdent sans rien changer.

Qu'ont à gagner les travailleurs français à la victoire de l'un ou de l'autre, à la défaite diplomatique de Kadhafi au profit des USA, de régimes comme celui du dictateur Mobutu au Zaïre ?

Il faut être bien aveugle pour voir là autre chose qu'une intervention colonialiste classique, identique à celles commises sous Giscard dans le même pays, identiques à toutes les interventions coloniales.

Les travailleurs de France ne sont pas comptables des accords de défense passés par Chirac en 1976. Ils n'ont, eux, aucun intérêt colonial à défendre au Tchad ou en Afrique. Ils savent que la seule conséquence pour eux sera encore plus d'impôts pour payer l'intervention et pourquoi pas, qui sait, l'envoi de soldats du contingent, après les engagés.

Laurent Carasso
et Claude Gabriel

Pologne, 31 août 1980 / 31 août 1983 :

"Appliquez les accords de Gdansk!"

* TROIS ANS APRÈS, SOLIDARNOŚĆ LANCE UN NOUVEAU DÉFI AU GOUVERNEMENT

Depuis trois ans le gouvernement polonais consacre ses forces à une seule tâche : le combat contre la classe ouvrière. Cet affrontement marque toute notre période, il est sans précédent.

Pour la première fois la bureaucratie a échoué. Elle n'est pas parvenue à restaurer son autorité après la répression de masses inexpérimentées et vite dispersées (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968).

A nouveau les masses polonaises s'apprentent à secouer son joug.

Dans les entreprises les travailleurs préparent la grève. La commémoration du 31 août, c'est l'anniversaire de la signature de l'accord de Gdansk entre les travailleurs et le gouvernement, cette charte en 21 points pour la construction d'une nouvelle Pologne.

La bureaucratie a vidé l'accord et trahi la classe ouvrière. "Nous exigeons son application, ouvrez les négociations", exigent les travailleurs des chantiers navals Lénine de Gdansk et Lech Walesa, président de Solidarność.

En 1983 comme en 1980 c'est dans cette ville que sont formulés les principaux mots d'ordre, expression du poids national de ce centre ouvrier, acquis dans les luttes de ces quinze dernières années.

A l'appui de cette revendication, la commission clandestine (de Solidarność) des chantiers navals engage les travailleurs de toute la Pologne à organiser des grèves perdues durant la semaine du 23 au 31 août.

Peu auparavant l'organisation varsovienne de Solidarność avait annoncé une manifestation pour le 31 août. Zbigniew Bujak, principal dirigeant clandestin du syndicat, s'est par la suite exprimé en faveur de la proposition d'action faite par ceux de Gdansk; "Les chantiers Lénine sont le berceau de Solidarność et ont le droit d'engager des actions communes, (leur) attitude devrait être en ces jours du mois

d'août un phare pour tous", a-t-il déclaré.

Vers une confrontation

Trois ans de luttes ouvrières en Pologne — et notamment ces vingt derniers mois de luttes illégales — nous ont plusieurs fois déjà montré l'importance de ces journées nationales d'action. Elles illustrent la détermination de l'opposition populaire et témoignent de l'isolement du régime.

Ces journées, toutefois, ne nous disent rien de l'activité illégale, clandestine des très nombreux groupes d'entreprises qui reconstituent la colonne vertébrale d'une organisation offensive, qui luttent pour reconquérir le terrain perdu lors du coup d'Etat de Jaruzelski.

Au sein de ces groupes se mènent le combat quotidien et le débat d'orientation. Comment préparer la grève générale ? Comment articuler objectifs stratégiques et revendications quotidiennes ? Comment renforcer le syndicat dans l'entreprise ? Comment améliorer les organisations interentreprises, inter-régionales ?

Stimulée par l'impuissance du pouvoir, la vague de combativité qui monte aujourd'hui est nourrie de ces débats, des innombrables expériences des réseaux ouvriers clandestins.

En juin dernier, dans la foulée du voyage papal, les langues allaient bon train. Jean-Paul II avait-il vendu Walesa ? Quel accord secret rassemblait le souverain pontife et le général Jaruzelski ? Etc, etc. Ce babil oubliait l'essentiel : des millions de travailleurs avaient repris confiance et participaient à des manifestations autorisées, victorieuses. A la suite de cette démonstration de force, la balle était dans le camp du régime. Quelles seraient ses concessions ? Lors de la fête nationale du 22 juillet il annonce une amnistie partielle et la levée de l'état de siège.

L'arsenal répressif qui le remplace fait figure de provocation. Walesa le compare aux pires dispositions des sombres journées de 1956.

Comme nous l'ont appris ces dernières années, l'été en Pologne est bien loin d'encourager la démobilisation. Faisant suite aux prudentes déclarations de la TTK (commission provisoire de coordination) du début du mois d'août, c'est d'abord la commission régionale de Varsovie qui appelle à manifester le 31 août, puis les chantiers navals de Gdansk qui proposent des perspectives nationales. Tout porte à croire qu'un puissant dispositif ouvrier s'est mis en place et qu'il annonce une confrontation avec le pouvoir.

K. Grünberg, 23 août 1983



Quand Solidarność détourne une visite papale (ici à Jasna Góra).

DU PRINTEMPS DE PRAGUE A SOLIDARNOŚĆ

Les troupes du Pacte de Varsovie ont envahi la Tchécoslovaquie il y a quinze ans aujourd'hui. Elles venaient imposer la normalisation, c'est-à-dire écraser l'aspiration unanime du peuple tchécoslovaque, le "socialisme à visage humain".

Le Printemps de Prague promettait la démocratie, il menaçait les privilèges des hommes au pouvoir en URSS et dans les pays de l'Est. Voilà pourquoi ceux-ci ont envoyé leurs armées.

A l'heure actuelle les progressistes du monde entier tournent leurs regards vers l'Amérique centrale. L'administration Reagan menace de l'envahir pour réprimer les aspirations de ces peuples au bien-être et à la dignité.

Est-il si important, alors, de rappeler ce quinzième anniversaire ? Oui ! Les espoirs du peuple tchécoslovaque, c'est aussi la lutte de Solidarność. Leur répression affaiblit le socialisme, menace tous les progressistes.

Aujourd'hui de nombreux citoyens tchécoslovaques — parmi lesquels Petr Uhl qui commence sa neuvième année de prison — sont emprisonnés. Leur seul crime a été de combattre pour le respect des droits démocratiques reconnus par les lois tchécoslovaques ainsi que par les conventions internationales signées par le gouvernement de ce pays.

• LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES
• RÉTABLISSEMENT DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
• RETRAIT DES TROUPES DU PACTE DE VARSOVIE
PAS DE DÉMOCRATIE SANS SOCIALISME, PAS DE SOCIALISME SANS DÉMOCRATIE.

Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE)
21 août 1983

Dans la Tchécoslovaquie "socialiste" de Gustav Husak, aucune brimade n'est épargnée à ceux qui ont osé lever le drapeau du socialisme démocratique. Voici comment la femme de Petr Uhl, Anna Sabatova, décrit les conditions de détention de son mari :

"Mon mari Petr Uhl a été arrêté et condamné en 1979 à cinq ans de prison, pour avoir défendu publiquement des personnes qui — selon sa conscience — étaient condamnées injustement. Il purge actuellement sa cinquième année de prison, dans les conditions les plus sévères. C'est son deuxième emprisonnement. Il a déjà purgé une peine de quatre ans, entre 1969 et 1973, également pour des raisons politiques. Les conditions de détention à la forteresse de Mirov sont très dangereuses pour sa santé physique et morale. Mon mari vit, depuis trois ans déjà, dans un petit groupe de prisonniers, isolé des autres. Les visites de la famille ne sont autorisées que deux fois par an, pour une durée d'une heure. Depuis qu'il est emprisonné à Mirov, je n'ai pu apporter à mon mari que quatre colis de deux kilogrammes chacun. Ces conditions sont pour nous, et plus encore pour nos enfants, particulièrement pénibles. Mais le plus important pour moi reste le fait qu'il est en prison pour des activités qui, non seulement du point de vue humanitaire mais aussi selon les lois que la Tchécoslovaquie a ratifiées, sont

entièrement justifiées et ne sont en aucun cas de nature criminelle."

Rendant compte de sa dernière visite, elle précise :

"... Il nous a été interdit de nous serrer la main, même aux enfants (...). Deux officiers étaient présents durant toute la visite et enregistraient le contenu de la conversation. De plus, un surveillant était chargé de contrôler que nous ne parlions que des affaires de famille. Il nous interrompait très souvent, menaçant de rompre la visite, et intervenait même quand nous essayions de nous expliquer certains malentendus, dus au fait que Petr Uhl ne reçoit pas les lettres (depuis deux mois environ, on ne lui lit que quelques passages). Ainsi la conversation était parfois perturbée."

De nombreux indices laissent croire que la bureaucratie a décidé de faire payer très cher à Petr Uhl sa dernière année d'emprisonnement (menace de transfert dans la catégorie pénitentiaire la plus sévère, nouvelles poursuites judiciaires, prolongement de son emprisonnement).

Il est donc d'une urgence absolue de poursuivre vigoureusement la campagne pour la libération de Petr Uhl. En envoyant massivement la carte postale reproduite ci-contre, adressée au président Husak. Plusieurs milliers de ces cartes — que l'on peut obtenir auprès des sections et des militant(e)s du PSO — ont déjà été expédiées. Le temps presse, il faut redoubler d'efforts !

Tchécoslovaquie :

Pour la libération immédiate de Petr Uhl



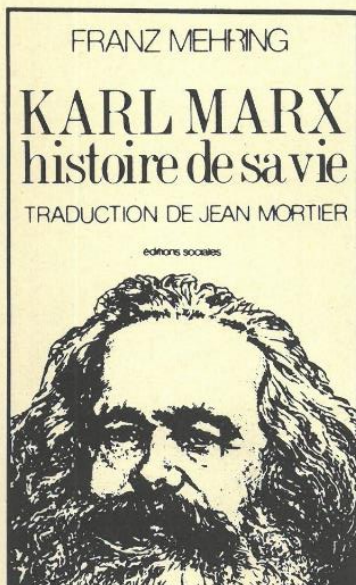
Monsieur le Président,

Il y a quatre ans Petr Uhl était arrêté. Militant en faveur des droits de l'homme et du socialisme, il se voyait condamné en octobre 1979 à cinq ans à régime sévère pour ses activités au sein du V.O.N.S.

Je proteste contre son emprisonnement. Il est contraire aux droits démocratiques et à la constitution tchécoslovaque.

J'exige la libération immédiate de Petr Uhl et des autres membres du V.O.N.S.

Le "Karl Marx" de Franz Mehring :



Le souffle de l'histoire

Quelle misère que l'édition française en matière d'œuvres politiques de fond ou même de simples classiques du mouvement ouvrier !

Entre autres scandales, il aura fallu attendre soixante-cinq ans la plus importante des biographies de Marx existantes, celle de Franz Mehring, depuis longtemps traduite dans de nombreuses autres langues. Parue en Allemagne pour le centenaire de la naissance de Marx, elle paraît, en France, pour le centenaire de sa mort.



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

L'auteur

Toute œuvre d'historien est politique. S'il peut y avoir une histoire objective, il ne peut y avoir d'histoire impartiale. L'historien marxiste prend parti, et ne le cache pas. Et c'est de cette manière, en se plaçant délibérément et explicitement aux côtés du prolétariat qu'il peut espérer faire œuvre objective.

Cependant, toute œuvre historique, même non circonstancielle, est située. Lorsque Mehring écrit son bel ouvrage, c'est au cœur de la grande tourmente de 14-18 qui vit sombrer dans "l'union sacrée" la plupart des partis sociaux-démocrates, et en particulier le fleuron de la IIe Internationale, ce SPD dont il était à la fois le journaliste politique le plus renommé et l'historien le plus connu. Avec toute l'autorité que lui donne le fait d'avoir été des années le rédacteur en chef du quotidien *la Gazette populaire de Leipzig* dont il fit — d'après un de ses biographes — un modèle de journal ouvrier révolutionnaire, d'avoir été chargé par Rosa Luxemburg des cours d'histoire à l'école de cadres du parti qu'elle dirigeait, d'avoir tenu la rubrique historique de *Neue Zeit*, la revue théorique du parti, il prend sa revanche, dans sa biographie sur "les grands prêtres", les "pontifes du marxisme" qui, "après avoir médité pendant trente ou quarante ans sur la moindre virgule chez Marx, ont été incapables d'agir comme lui à un moment historique donné, alors qu'ils auraient pu et auraient dû le faire et qu'au lieu de cela, ils ont brutalement changé de cap comme des girouettes ballottées par les vents" (Préface).

En effet, dès le 4 août 1914, jour du vote des crédits de guerre par la fraction social-démocrate au Parlement, Mehring se retrouve aux côtés de la gauche révolutionnaire qui se réunit dans l'appartement de Rosa. (...)

Marx en 585 pages

L'ouvrage est épais. Mehring l'aurait sans doute souhaité plus complet encore. Il a d'abord renoncé à écrire son projet initial : une biographie croisée sur Marx et Engels. Ensuite ce qui devait être "Vie et œuvre de..." est devenu simplement "Vie de...". Sa préoccupation, comme il le dit dans sa préface, étant de s'adresser à "l'ouvrier instruit" et non au chercheur universitaire. Malgré tout, ses dimensions (sans parler de son prix) peuvent rebuter de prime abord. Ses richesses sont cependant à ses dimensions. Mehring a su être exhaustif sans être rebutant. Comme il le dit encore, le style en-

nuyé n'est pas le seul possible.

Tout en suivant une trame chronologique (et il est difficile de pratiquer autrement une biographie), Mehring sait méditer des pauses dans le parcours :

— Des portraits-biographies des principaux camarades de Marx : sa compagne d'abord, Engels bien sûr, et beaucoup d'autres; portraits rapides ou plus amples, repris sous divers angles (familles et amis, problèmes personnels et domestiques, Marx chez lui).

— Des esquisses historiques : la révolution de 1848 en Allemagne se taille, comme il se doit, une part de choix; mais aussi la guerre de Crimée, les querelles dynastiques, la marche à l'unité allemande et à l'unité italienne. Toute l'histoire particulièrement complexe et enchevêtrée du troisième quart du XIXe siècle européen est restituée là avec aisance, clarté, précision.

— De nombreuses remarques, réflexions, jugements personnels émaillent le texte. Dialoguant avec le lecteur, Mehring ne se contente pas d'exposer les faits avec froideur, il s'implique et nous prend à témoin. Aux antipodes des pesantes leçons dogmatiques auxquelles les ouvrages staliniens nous ont habitués, il éduque au passage, sans s'appesantir.

Le portrait de Marx qui se dégage de l'œuvre est un portrait "marxiste" de ce fait : c'est l'ensemble de ses relations, relations à son milieu, à sa famille, à son époque, à ses camarades, au combat de la classe à laquelle il a choisi de se lier, aux organisations qu'il a aidé à construire, qui définit l'homme Marx.

Mehring fuit comme la peste tout ce qui pourrait ressembler à une "vie de saint" du type des biographies pieuses et édifiantes que les bureaucrates fabriquent à l'usage des masses en gommant toutes les ombres et les contradictions. Il se fait, par réaction, une coquetterie de relever celles-ci, il en rajoute même parfois en "réhabilitant" jusqu'à un certain point des adversaires de Marx qui n'en méritent sans doute pas tant. Mais cette liberté de ton qu'Engels appréciait beaucoup chez lui vaut tout de même mieux que le conformisme béat et n'est pas le moindre charme de l'ouvrage, car elle provoque le lecteur à la réflexion.

Bien qu'il s'en défende dans sa préface, Mehring a tout de même consacré une large place à l'exposé des œuvres de Marx, du moins celles qui étaient connues alors. Ni la *Critique du Droit politique hégélien*, ni les *Manuscrits de 1844* (économie politique et philosophie), ni les *Grundrisse* ne l'étaient. L'Idéo-

logie allemande n'a encore été publiée que très fragmentairement. Sur toutes les autres œuvres, nous avons droit à une présentation remarquable qui sait en donner l'essentiel. Le traducteur-présentateur, Jean Mortier, leur reproche leur didactisme. En quoi est-ce un défaut ? Ajoutons que Mehring s'évertue, chaque fois qu'il en a l'occasion de restituer leur tranchant révolutionnaire aux dites œuvres. (...)

Mehring et les philistins

En revanche, il ne s'exerce pas au jeu facile de mettre les prévisions de Marx en contradiction avec les rythmes de l'histoire, pont aux ânes obligé de la critique philistine. C'est en cela aussi que Mehring donne la mesure de ses positions révolutionnaires.

"Le grand tort du philistin face au génie, dit-il, consiste à avoir formellement raison." (p. 111) "Le regard du génie qui sait distinguer le futur dans le présent voit les choses à venir avec plus d'acuité et donc aussi de façon plus rapprochée que le commun des mortels qui, lui, a du mal à se faire à l'idée que le repas puisse ne pas lui être servi à midi tapant." (p. 135) "Plus leur regard anticipait l'évolution future et plus ce futur leur paraissait proche. La lumière ne pouvait être qu'au prix de cette ombre." (p. 179)

"Marx aussi bien qu'Engels — le second plus encore que le premier — ont, surtout dans leur jeunesse, trop cru à l'imminence des choses à venir et souvent ils ont espéré cueillir le fruit mûr, là où la floraison commençait à peine. Combien de fois ne les a-t-on pas pour cette raison taxés de faux prophètes ! Or passer pour un faux prophète n'est pas la réputation la plus enviable pour un homme politique. Cela dit, il faut distinguer les fausses prophéties qui naissent d'une pensée audacieuse, claire et incisive de celles produites par un esprit narcissique qui prend ses désirs pour des réalités. Dans ce dernier cas, la déception qui en résulte est démoralisante : le mirage disparaît sans laisser de traces; dans l'autre elle est stimulante : la pensée recherche les causes de son erreur pour ainsi accéder à une connaissance nouvelle." (pp. 225-226)

Dirigeant révolutionnaire, Mehring conçoit son livre comme un instrument de formation militante, comme une intervention active dans la lutte des classes. C'est une œuvre de combat, où passe le souffle de ceux qui sont en train de faire l'histoire aux avant-postes.

Jean-Marie Freyssat
(extrait de *Critique communiste*
no 21, juillet 1983)

YVERDON

Théâtre L'Echandole, Château d'Yverdon
di 28, ma 30 août, 21h.30 : Hommage à Gilles. Marie Hofner (chant) et Jean-François Monot (piano) chantent Gilles.
lu 29 août, 20h.30, me 31, 19h. : le Théâtre du Rideau Rouge présente *La Joconde & Si-Ya-Ou*, de Nazim Hikmet.
ma 30 août, 19h. : la clownesse Gardi Hutter présente *Jeanne d'Arc la lavandière rêvant à de grandes actions héroïques*.
je 1er sept, 20h.30 : le Théâtre de la Résistance du Chili, de Paris présente *L'œuf de Colomb ou Coca-cola vous offre un voyage de rêve en Amérique latine*.
jusqu'au ve 2 septembre, de 23h. à 02h. : Carnotzet Cabaret, avec diverses formations de jazz et de jeunes auteurs-compositeurs-interprètes (dont Alex Périence, Marek Mogilewicz...)
Prix des spectacles : Fr. 15.—, ét., appr. : Fr. 10.—. 024 / 21 01 01.

LAUSANNE et VAUD

Grande Salle d'Entre-Bois
sa 27 août, dès 19h.30 : Fête latino-américaine de soutien à Radio Liberación du Chili. 19h.30 : musique folklorique. de 22h. à 03h. : bal (salsa, cumbia, samba). Buffet latino, stands d'information. Entrée : Fr. 8.—; AVS, ét. : Fr. 5.—. Org. : ACUCH.
Place Arlaud (entre la Riponne et la Palud)
Le Théâtre du Vide-Poche présente jusqu'au 3 septembre du me au sa : *Arlaud à la belle étoile*. 19h.30 : *Euterpe*, ensemble vocal, musique de la Renaissance et d'aujourd'hui. 20h.15 : *Sior Toderò Brontolon* (ou le Vieillard irascible), comédie de Carlo Goldoni, par la Compagnie du Vide-Poche. 21h.45 : *Stéphane Callemmin*, chanson. Entrée libre.
Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
septembre 1983 : cinéma suisse. à 20h.30. ma 6, me 7 : *Les derniers passementiers*, de Yves Yersin (1972/73). ve 9, sa 10 : *La mort de Mario Ricci*, de Claude Goretta (1982).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
à 21h. ve 2, sa 3 sept. : *Victor, Victoria*, de Blake Edwards (USA, 1982). ve 9, sa 10 : *L'Ombre rouge*, de Jean-Louis Comolli (Fr., 1982); la guerre d'Espagne et le stalinisme.

GENÈVE

Musée du Petit Palais
2, Terrasse Saint-Victor
jusqu'au je 15 septembre, de 10 à 12h. et de 14 à 18h., sauf lu matin : 100 œuvres du Musée Tretiakov de Moscou, art russe et soviétique de 1900 à 1930 couvrant différents courants artistiques de la période pré et post-révolutionnaire.
Musée de l'Athénée, 2, rue de l'Athénée
jusqu'au ma 27 sept., lu de 14 à 17h., du ma au sa de 10 à 17h., ma soir de 20 à 22h., di de 10 à 12h. : *l'univers des naïfs*.
Et faites-vous plaisir, allez voir le dernier film de François Truffaut : *Vivement dimanche !*
Sam Dioosi

l'événement

Amérique centrale :

Reagan prépare une guerre ouverte

19 juillet 1979 — 19 juillet 1983 : quatre ans se sont écoulés depuis la victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) sur la dictature somoziste. Depuis lors, on a été habitué, du côté du gouvernement des Etats-Unis à un mélange de rhétorique anticomuniste enflammée et de pas prudents vers une intervention militaire. L'aide en matériel et en dollars a considérablement augmenté, aidant à asseoir les régimes "amis". La présence militaire, exception faite de quelques centaines de conseillers, a consisté, essentiellement, dans un encadrement par la CIA des forces contre-révolutionnaires et somozistes cherchant à opérer au Nicaragua à partir du Honduras. Les démarches diplomatiques ont été limitées, si l'on excepte la guérilla orale de Mme Kirkpatrick, représentante d'extrême-droite des Etats-Unis à l'ONU.

Des manœuvres de guerre

L'été 1983 a changé cela. Il fut, et reste marqué par la volonté de Reagan d'enclencher une vitesse supérieure. Les rododromes n'ont pas suffi pour enrayer le cours de la révolution centro-américaine ? Alors, on procédera à une démonstration de force militaire. Si cela ne suffit pas pour renverser le cours des événements, on verra des GI's et des "Marines" américains combattre sur sol centro-américain. Résumé en quelques mots, c'est l'essentiel de la stratégie décidée par Reagan cet été.

Suite à une série de réunions à haut niveau, Reagan donna, le 12 juillet des instructions au Pentagone pour établir un plan d'ensemble visant une présence américaine accrue dans la région.

Selon des officiels américains, Reagan serait "déterminé à mettre un terme à la présence soviétique et cubaine dans la région et, si nécessaire, à forcer le gouvernement nicaraguayen à vivre en paix avec ses voisins" (International Herald Tribune, IHT, du 25 juillet 1983).

Les lignes directrices du plan soumis au Pentagone sont les suivantes.

Tout d'abord, il s'agit de tester la possibilité d'établir une mise en quarantaine du Nicaragua. Une telle mesure se distingue du blocus naval qui est un acte ouvert de guerre. La quarantaine consiste en une interception sélective de navires destinés au pays visé. Les exercices de quarantaine doivent permettre de tester et de raffiner les plans d'une intervention effective, si Reagan devait le décider,

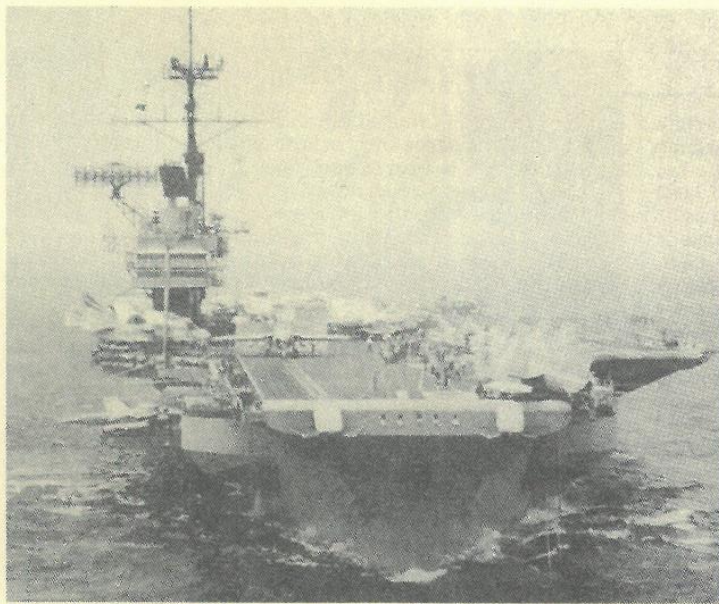
à la fin de l'année 1983 ou au début 1984. Reagan a déclaré qu'il espérait que l'envoi des navires de guerre américains au large des côtes nicaraguayennes mettrait un terme "aux livraisons d'armes par Cuba et le Nicaragua à la guérilla du Salvador".

Les autres points du plan sont l'installation de nouveaux postes de surveillance électronique et par radar, en Amérique centrale, l'établissement de larges stocks d'armes et d'équipements militaires au Honduras et la construction d'une base navale et aérienne sur la côte

Ces équipes sont indispensables pour rehausser la capacité de combat de l'armée salvadorienne, dont les pertes l'année dernière ont dépassé le 12 o/o des effectifs. Un soldat salvadorien blessé sur deux meurt faute de soins en temps utile. Ces conseillers supplémentaires seront envoyés, mais avec d'autres "titres" afin de maintenir la fiction du plafond de 55. Le Général Nutting, jusqu'à peu commandant des forces US en Amérique latine, a recommandé que l'on porte ce nombre à 300 !



Instructeur US entraînant des troupes salvadoriennes.



Le porte-avion américain Ranger en route vers la côte ouest du Nicaragua.

atlantique du Honduras, pour un total de 150 millions de dollars. "Nous avons développé un programme pour une augmentation significative et de longue durée de la présence militaire américaine en Amérique centrale" a déclaré un haut fonctionnaire américain (IHT du 25 juillet 1983).

Le troisième volet du plan concerne la présence directe au Salvador; le Pentagone a recommandé une augmentation significative du nombre de conseillers militaires, faisant passer celui-ci de 55 à 125. Le plafond de 55 est purement formel, mais son dépassement pourrait susciter une réaction de certains secteurs du parlement américain. C'est pourquoi, des militaires ont déjà été envoyés, non pas comme "conseillers", mais comme "équipes médicales".

Le quatrième volet, c'est le déroulement des manœuvres conjointes honduro-américaines au Honduras durant les six à huit mois prochains. Plusieurs milliers de soldats américains participeront à la préparation d'une guerre ouverte avec le Nicaragua.

"No pasaran"

L'affrontement direct avec l'impérialisme américain approche inexorablement. Avec les travailleurs et paysans d'Amérique centrale nous devons affirmer, par la mobilisation de toutes les énergies, "No pasaran" — ils ne passeront pas ! Tout pour la défense de la révolution nicaraguayenne et pour la victoire au Salvador et au Guatemala !

André Meylan

Solidarité :

UNE RÉUSSITE FINANCIÈRE ÉCLATANTE

Un homme d'affaires donna spontanément un chèque de 30 000 francs aux deux secrétaires des comités Amérique centrale à l'occasion de la visite du prêtre et ministre Ernesto Cardenal en juin. Une moitié de cette somme sera attribuée à Radio Farabundo Martí, l'autre pour un projet dans la zone libérée de Guazapa (El Salvador). Le même jour une femme versa 10 000 francs, tandis qu'un donateur anonyme en remettait 6 000 à l'occasion d'une lecture de poèmes par Ernesto Cardenal à Zurich.

Le groupe des employés techniques de la Fédération des ouvriers du bâtiment et du bois (FOBB) de Zurich décida de verser ses indemnités de séance, 1 600 francs, à l'association de soutien au Secrétariat Amérique centrale. Le groupe des électriciens de la FTMH de Zurich choisit de verser en signe de solidarité la totalité des indemnités de présence pour une année. Le "Séminaire psychologique sur la guerre et la paix" versa 4 048 francs. Le Forum de solidarité avec l'Amérique centrale des 14/15 janvier de cette année dégagea un boni de 23 500 francs. Cette somme sera attribuée à Radio Farabundo Martí. Les dons mentionnés ci-dessus, de même que de nombreux autres versements ont atteint la somme de 200 000 francs pour les six premiers mois de l'année (100 000 francs chacun pour le Salvador et le Nicaragua).

D'autres versements sont venus de l'activité des comités. La ville de Zoug a décidé, après une motion de conseillers communaux membres du Comité Amérique centrale, de verser 60 000 francs au syndicat salvadorien des travailleurs de la terre. Le fonds de la loterie du canton d'Argovie soutient un centre médical à Ciudad Sandine (Managua) pour un montant de 15 000 francs.

Ces résultats, pour un semestre de travail, sont magnifiques. Ils témoignent de façon éloquente du développement du mouvement de solidarité et de la confiance croissante accordée aux comités Amérique centrale par des secteurs toujours plus larges.

Espérons que le deuxième semestre fournira des résultats aussi encourageants.



Versez vos dons aux comptes suivants :

pour le Nicaragua : Nicaragua Solidaritätskomitee, Zurich, CCP 80 - 60 518

pour le Salvador : Fonds de solidarité avec El Salvador, Genève, CCP 12 - 16 154.



Le siège du FSLN à Managua : "Chaque ouvrier, un combattant pour la défense de la révolution, pour la construction du socialisme. Ils ne passeront pas !"